

## PAR LES GRÈVES ET LES MANIFESTATIONS



FAISONS BATTRE MACRON  
EN **RETRAITE!**

### Dossier

**CONTRE-RÉFORME  
DES RETRAITES**

Pages 6 et 7

### ÉDITO

Vive la grève!  
Page 2

### PREMIER PLAN

Brésil. «Il est temps d'aller  
de l'avant contre les  
putschistes» Page 2

**MARCHE  
POUR NOS RETRAITES**  
SAMEDI  
21 JANVIER  
PARIS

### ACTU INTERNATIONALE

États-Unis. À New York, des  
milliers d'infirmières ont fait  
grève et ont gagné Page 4

### LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Delphine Glachant,  
présidente de l'Union syndicale  
de la psychiatrie (USP) Page 12



Par JULIEN SALINGUE

## Vive la grève!

**A**vant même la journée de grève du 19 janvier, le défilé avait commencé sur les plateaux télé : responsables politiques, éditorialistes et autres experts ont eu micro ouvert pour dire tout le mal qu'ils pensaient des grèves à venir. Un ballet pas très original il faut le dire, qui se reproduit quasi mécaniquement lors de chaque mobilisation sociale d'ampleur, où les tenants de l'ordre établi se succèdent pour donner des leçons de maintien aux salariéEs qui oseraient perturber la bonne marche de l'économie. Deux récents épisodes nous avaient rappelé à quel point ces gens détestent que celles et ceux qui font fonctionner des secteurs essentiels décident de se faire entendre en cessant le travail : la grève des raffineries et celle des contrôleurs SNCF. Que n'a-t-on entendu lors de ces mobilisations, de la sempiternelle formule sur la « prise d'otages » au procès en « individualisme » en passant par l'accusation d'être une « minorité » qui perturbe la vie de la « majorité ». Et c'est ainsi qu'il y a quelques jours, sur LCI l'« économiste » Pascal Perri évoquait « les populations à risque, celles qui sont susceptibles de bloquer l'activité ». Un condensé de la façon dont, du côté de certains cercles politico-médiatiques, on considère les salariéEs : invisibiliséEs lorsqu'ils et elles accomplissent, par leur travail, des tâches indispensables au bon fonctionnement de la société, mépriséEs lorsqu'ils et elles « osent » relever la tête pour défendre leurs droits. Mais, n'en déplaise à certains, les faits sont têtus : oui, ce sont bien celles et ceux d'en bas, les travailleurEs, qui produisent les richesses et qui font tourner tout ce qui est indispensable à la vie en commun. Et contrairement à ce que Sarkozy avait cru bon de déclarer lorsqu'il était président, lorsqu'il y a des grèves, dans le pays, tout le monde s'en rend compte. Une mobilisation comme celle qui s'engage rappelle à qui l'avait oubliée la puissance de la grève, qui demeure la principale force des salariéEs, et les réactions outragées du patronat, de ses idéologues et de son personnel politique n'en sont que la confirmation. Pour leur faire ravalier leur morgue, pour les faire reculer, c'est bien une grève de masse qu'il nous faudra construire, seul moyen de bloquer totalement le pays et les faire partir, avec leurs contre-réformes.

## BIEN DIT

*On va aller voir [les élus] qui veulent la réforme, qui la soutiennent, ceux-là on va s'occuper d'eux. On va aller les voir dans leurs permanences, on va aller discuter avec eux, et puis si d'aventure ils ne comprennent pas le monde du travail on les ciblera dans les coupures qu'on saura organiser.*

SÉBASTIEN MENESPLIER (secrétaire général de la Fédération CGT des Mines et de l'Énergie), 13 janvier 2023.

# À la Une

PAR LES GRÈVES ET LES MANIFESTATIONS

## Faisons battre Macron en retraite!

*Après 2019 et sa réforme prétendument au nom de l'équité, le gouvernement revient cette fois-ci à des discours menaçants et culpabilisants plus classiques : une réforme nécessaire au nom du déficit. Mais, contrairement à ce que prétend Macron, il existe bien des moyens de trouver de l'argent pour financer les services essentiels, notamment les services publics, en mettant à contribution les plus riches et les grandes entreprises. Il s'agit en réalité de choix politiques et, au-delà, de choix de société : pour Macron et les siens, les cadeaux doivent aller aux riches, leurs profits passent avant nos vies. Nous devons affirmer exactement le contraire, et refuser de payer leurs crises!*

**C**omme la récente contre-réforme de l'assurance chômage, mais aussi le projet de loi Darmanin sur l'immigration (avec des visas toujours plus restrictifs et liés aux « métiers en tension »), la contre-réforme des retraites s'inscrit dans une logique globale : il s'agit d'imposer à la majorité de la population d'être à la disposition des entreprises, sous la pression du « marché ». C'est la même logique qui est à l'œuvre dans le refus d'augmenter les salaires malgré l'inflation, ou avec l'allongement de la durée du travail dans de nombreux secteurs. Les capitalistes veulent nous faire payer la crise économique pour garder et même augmenter encore leurs profits!

### Nos vies avant leurs profits!

Si Macron et compagnie arrivaient à leurs fins, l'économie capitaliste et ses crises écraseraient encore un peu plus nos vies, en nous contraignant à accepter n'importe quel job, pour n'importe quel salaire, avec des retraites de misère. Il s'agit bien de renforcer l'accaparement des richesses par quelques-uns, sur le dos de celles et ceux qui les produisent, dans des conditions toujours plus difficiles et précaires. Lutter contre cette contre-réforme des retraites, c'est lutter contre Macron et son monde. Cette nouvelle attaque peut donc servir de déclencheur pour porter l'ensemble de nos colères : des prix qui explosent, des salaires et des revenus trop bas, des conditions de travail qui se dégradent, des



services publics qui se décomposent (à commencer par celui de la santé)...

### Grèves, blocages, Macron dégage!

Les journées de manifestations, de grèves et de mobilisations inter-syndicales, sont essentielles. Pour gagner, il va falloir construire un mouvement d'ensemble combinant différentes formes de mobilisation : sur nos lieux de travail et d'études, dans nos quartiers, dans la jeunesse... Multiplier les espaces de rencontres pour construire ce

mouvement, nous organiser en assemblées générales, nous coordonner pour construire une grève reconductible dans la durée et des manifestations de masse afin de bloquer le pays. C'est le seul moyen de gagner, de faire sauter cette réforme et de se débarrasser de ce gouvernement au service des plus riches.

Pour cela, il s'agit d'organiser la riposte par en bas, dans la plus grande unité possible du monde du travail, de l'ensemble des classes populaires et de la jeunesse, et de leurs organisations. L'unité et la

coopération pour faire face aussi à la répression de l'État pour protéger les riches et les puissants.

### Un autre monde écosocialiste est possible

Deux modèles de société s'affrontent, et aucun compromis n'est possible avec ceux dont la seule préoccupation est d'assurer la survie d'un système en crise, quitte à broyer l'humanité et la planète. À l'heure où la crise climatique causée par ce système productiviste fait rage et où nous sommes pris à la gorge par l'inflation (notamment sur les produits de première nécessité et l'énergie), les capitalistes distribuent 80 milliards de dividendes aux actionnaires du CAC 40... Contre eux, nous défendons la rupture avec ce système. Pour une société où l'on travaille moins pour travailler toutEs, et où l'on produit mieux, en fonction des besoins et en respectant la planète. Pour en finir avec le capitalisme, il faut donc prendre nos affaires en mains, et nous organiser pour décider par nous-mêmes comment réorganiser la société.

Dès maintenant, il est nécessaire de construire l'outil politique d'une gauche de combat aussi fidèle aux oppriméEs et aux exploitéEs que Macron l'est aux capitalistes et au patronat : un parti pour la transformation révolutionnaire de la société, une force pour contribuer au renversement du capitalisme, vers une société écosocialiste. S'organiser maintenant parce que nos vies valent plus que leurs profits.

**Nouveau Parti anticapitaliste**

## BRÉSIL « Il est temps d'aller de l'avant contre les putschistes »

*Nous publions le point de vue de Valerio Arcary, publié sur le site Esquerda online, sur la situation au Brésil après la tentative de putsch du 8 janvier dernier.*

la rue que nous devons mesurer notre force contre le « golpisme » [putschisme].

Ce qui s'est passé était une insurrection, point final. Certes chaotique, insensée, obscure, mais une insurrection. L'objectif était le renversement du gouvernement Lula. Heureusement, il n'y a pas eu de mort. Ce n'était pas une manifestation de protestation. Il ne s'agissait pas de l'« explosion » incontrôlée d'une radicalisation spontanée.

L'apparente « acéphalie » de la subversion ne doit pas masquer la responsabilité de ceux qui ont préparé [et financé aussi], organisé et dirigé la tentative de prise du pouvoir. Cette subversion obéissait à un plan. C'était une tentative folle de provoquer un soulèvement. Un soulèvement non armé, mais non moins dangereux pour autant. Elle a obéi au calcul délirant selon lequel une étincelle suffirait à certains généraux pour mettre des chars

dans les rues. Le fait que l'étincelle n'ait pas généré un incendie avec la sortie dans les rues de troupes de l'armée prêtes à soutenir le coup d'État ne diminue pas la gravité du soulèvement. Et cela n'annule pas le danger que représente la sympathie policière et militaire évidente pour le mouvement bolsonariste. Une opération déconcertante, articulée, planifiée et, minutieusement, orchestrée, qui ne peut être sous-estimée. Découvrir qui a donné les

# Un monde à changer

## UN NOUVEAU RAPPORT D'OXFAM SUR LES INÉGALITÉS MONDIALES

Le 16 janvier, l'ONG Oxfam publiait son rapport sur les inégalités mondiales. Plutôt que d'essayer de le résumer, nous publions un extrait de sa présentation.

Depuis 2020, les 1% les plus riches ont capté 63% des richesses produites, près de deux fois plus que le reste de la population mondiale. C'est le constat révélé par le nouveau rapport d'Oxfam sur les inégalités mondiales, publié en marge du Forum économique mondial de Davos.

### Les chiffres clés du rapport

– Depuis 2020, deux tiers des richesses

mondiales produites ont été captées par les 1% les plus riches.

– Les milliardaires ont gagné 2,7 milliards de dollars par jour depuis 2020 grâce à l'intervention publique face au coronavirus.

– Depuis 2020, les 10 premiers milliardaires ont gagné 189 milliards d'euros, l'équivalent de deux ans de factures de gaz, d'électricité et de carburant des FrançaisEs.

– Taxer la fortune des milliardaires français à hauteur d'à peine 2% permettrait de financer le déficit attendu des retraites.

– Avec une fortune de 179 milliards d'euros, Bernard Arnault est désormais l'homme le plus riche de la planète. Sa fortune correspond à l'équivalent de celle de près de 20 millions de FrançaisEs.

## Les milliardaires continuent de surfer sur les crises

Alors que nous traversons une période sans précédent marquée par des crises multiples, les ultra-riches se sont considérablement enrichis depuis 2020 et les bénéficiaires des grandes entreprises ont atteint des records sans précédent. Les milliardaires à travers le monde ont gagné plus de 2,7 milliards de dollars par jour depuis le début de la crise tandis que les entreprises des secteurs de l'alimentation et de l'énergie ont plus que doublé leurs bénéfices en 2022.

Mais les crises n'ont pas fait que des gagnants. Partout, l'explosion des prix de l'énergie et des biens de première nécessité frappe en particulier les plus précaires. Plus de 820 millions de personnes souffrent aujourd'hui de la faim. 60% d'entre elles sont des filles et des femmes.

En 2022, le festival a attiré plus de 100 000 participantEs. Le 6 janvier dernier, un communiqué commun de la mairie RN/FN et des « Déferlantes » annonce le déménagement du festival dans la ville dirigée par Aliot. Un Aliot qui, fier de sa récupération et pressé de le faire savoir, balance le jour même un tweet triomphant (retiré depuis) : « Je suis fier d'accueillir le festival "les Déferlantes" à Perpignan qui fera rayonner notre ville ! » Qui surtout les fera « rayonner », lui et son parti !

Ce qui n'échappe à personne. Et notamment pas au groupe de rock Indochine, une des têtes d'affiche du festival 2023, connu pour ses prises de position anti-FN/RN, qui poste son propre tweet (largement partagé et liké) : « Hier soir, le maire RN de Perpignan a tweeté qu'il était heureux d'accueillir le Festival Les Déferlantes. Nous demandons expressément à la direction des Déferlantes de déplacer ce festival dans un autre lieu, faute de quoi, nous annulerons notre venue. » Une saine réaction — que nous saluons — adoptée peu après par un autre groupe programmé, Louise Attaque.

### La culture, instrument de défense de l'« identité nationale »

Conscients de la catastrophe financière annoncée, les organisateurs du festival (liés à une société de production filiale de

## PERPIGNAN Un fiasco pour Aliot : le festival 2023 ne « déferlera » pas

Opération récupération ratée ! Aliot, après s'être emparé de la mairie de Perpignan et des quatre circonscriptions du département, comptait mettre la main aussi sur « Les Déferlantes », un festival de musique renommé dans la région et au-delà. Un gros coup politique, non exempt de considérations financières.



Vivendi) renoncent à leur déménagement... Ce qui met Aliot en fureur, ce camouflet s'ajoutant à d'autres, récents, sur le terrain judiciaire dans des affaires qui ont suscité des mobilisations locales : son acharnement anticatalaniste contre le collège-lycée de La Bressola et son installation d'une « crèche de Noël » dans l'enceinte de sa mairie. Bardella a volé au secours de son adversaire malheureux à la tête du RN en argumentant que « quand on fait de la musique on ne fait pas de politique. » Une déclaration certes cynique mais qui en dit long sur la façon dont le RN au pouvoir traiterait aussi la liberté d'expression et de création culturelle. Ce qui ressort du fourre-tout qu'est le programme du RN-FN sur la culture, c'est sa volonté d'en faire un instrument raciste et xénophobe de défense de l'« identité nationale » et des « valeurs et traditions de la civilisation française », à « vocation universelle », pour que « notre nation rayonne à nouveau ». La culture est aussi un terrain de lutte antifasciste !

CorrespondantEs NPA 66 (Catalogne nord)

ordres, donc qui a commandé : tel est le défi central de ces jours-ci.

### Face aux provocations fascistes : riposter !

La « débolsolarisation » doit être une stratégie continue. Une nouvelle phase s'est ouverte dans la conjoncture, une opportunité que nous ne pouvons pas manquer, suite au fiasco de l'aventure du coup d'État. Il est temps de lancer une contre-offensive sans relâche.

Malheureusement, nous devons être conscients que la société brésilienne est encore très fracturée. La victoire électorale a modifié favorablement le rapport de forces politique. Mais seule la mobilisation des masses sera en mesure d'imposer un meilleur rapport de forces social. N'oublions pas que la majorité de la bourgeoisie a soutenu Bolsonaro ces dernières années. Que les classes moyennes ont soutenu

Bolsonaro. Que, bien que divisée, une partie importante de la classe ouvrière a soutenu Bolsonaro. Les provocations fascistes ne cesseront pas tant qu'il n'y aura pas de riposte. L'extrême droite doit être stoppée. Dans une large mesure, l'aventure de ce dimanche 8 janvier était plutôt une « répétition générale ». Les forces de l'extrême droite ont basculé dans la crise suite à la défaite électorale. Bolsonaro lui-même s'est retiré démoralisé pendant deux mois et a quitté le pays. Mais les forces d'extrême droite n'ont pas encore été neutralisées, elles maintiennent des positions. Les fascistes voulaient démontrer à Brasilia qu'ils conservaient une force sociale, une ambition politique et une capacité d'action. Ils parient sur une accumulation de forces. S'ils ne sont pas réprimés par l'arrestation des responsables, en commençant par une enquête visant



Bolsonaro, ils reviendront. Il ne peut y avoir d'amnistie pour les crimes commis. Le gouvernement Lula doit s'engager, pleinement, dans la voie d'une lutte contre la provocation bolsolariste. La gauche, s'appuyant

sur les mouvements sociaux, devra organiser une journée nationale de mobilisation en riposte. Les fascistes ne passeront pas !

Valerio Arcary

Version intégrale (en français) sur [alencontre.org](http://alencontre.org).

## Le chiffre 369 smic

C'est, selon une étude du cabinet Proxinvest citée par Libération (16 janvier 2023), le revenu moyen, en 2022, des présidents exécutifs des entreprises du CAC 40, soit 7,9 millions d'euros. Ils ont encaissé 59% de plus en 2022 qu'en 2019.



## Agenda

**Jeudi 19 janvier, journée interprofessionnelle de grève et manifestations pour nos retraites.**

**Vendredi 20 janvier, assemblée contre la loi immigration Darmanin, Paris.**

À 18h, à la Bourse du travail, salle Hénaff, 85, rue Charlot, Paris 3<sup>e</sup>, métro République.

**Samedi 21 janvier, marche pour nos retraites, Paris.** À 14h, rdv à venir.

**Samedi 21 janvier, réunion-débat sur la guerre en Ukraine: « Quels enjeux et quelles solidarités avec le peuple ukrainien ? », Nice.** Avec Catherine Samary, salle FSCT, 27, rue Smollett, Nice, 15h.

**Mardi 28 janvier, manifestation logement, Paris.** À 14h, Place de la Bastille.

**Samedi 4 février, projection du film Il nous reste la colère en présence de Philippe Poutou, Cannes.** À 20h, au cinéma l'Olympia. Organisé par Attac o6.

**À SUIVRE SUR [lanticapitaliste.org](http://lanticapitaliste.org)**  
nouveau parti anticapitaliste.org

## NO COMMENT

Si on voit que les blocages sont trop importants et que ça nécessite qu'on fasse évoluer la loi, eh bien je crois qu'on fera évoluer la loi.

AURORE BERGÉ à propos des grèves contre la « réforme » des retraites, RTL, 15 janvier 2023.

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
[redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org)

**Diffusion :**  
[diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

**Administration :**  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6 500 exemplaires

**Directeur  
de publication :**  
Julien Salingue

**Secrétaires  
de rédaction :**  
Fabienne Brifault,  
Julien Salingue

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 0148 70 42 21  
Mail: [rotoimp@wanadoo.fr](mailto:rotoimp@wanadoo.fr)

**IMPRIM'VERT®**

## PÉROU Solidarité avec le peuple péruvien !

En quelque 30 jours de gouvernement, la présidence de Dina Boluarte au Pérou compte près de 50 citoyenEs, dont de nombreux mineurEs, assassinés par balle par la police ou l'armée...

À la mi-décembre, des manifestations massives et combatives ont envahi les rues et les places des principales villes du Pérou pour s'opposer au coup d'État perpétré le 7 décembre par le Congrès à majorité de droite, qui a destitué le président élu Pedro Castillo et l'a fait arrêter — par le biais du décret de vacance (une sorte d'impeachment). Le Congrès a remplacé Castillo par sa vice-présidente, Dina Boluarte.

### Forte répression des mobilisations

Depuis lors, le gouvernement putschiste de Boluarte, soutenu par tous les secteurs bourgeois et réactionnaires du pays, a fortement réprimé celles et ceux qui s'opposent au coup d'État institutionnel, faisant 42 morts et 700 blessés, dont 300 policiers.

Autour de cette présidence les oligarchies économique, politique, médiatique péruviennes se rassemblent tandis que la révolte populaire s'étend dans tout le pays et exige que Dina Boluarte démissionne, que le Congrès soit dissout, que des élections générales immédiates soient organisées et que Castillo soit libéré. Un appel à référendum pour une assemblée constituante a été lancé. La CGT péruvienne appelle à la grève nationale le 19 janvier prochain.



### Appel à la solidarité

Plus d'une trentaine d'associations et organisations de défense des droits humains du Pérou ont publié un appel à la solidarité le 12 janvier<sup>1</sup> dans laquelle elles dénoncent « les violations graves des droits humains au Pérou par le gouvernement de Dina Boluarte. [...] » Elles précisent que « les revendications des Péruviens mobilisés dans le sud et les régions du pays dans son ensemble, bien que diverses, sont claires et naissent de l'indignation face au profond malaise et à la remise en cause du modèle de représentation politique et économique. Les mobilisations coïncident sur 4 points importants : l'avancement de nouvelles élections législatives pour 2023 ; la dissolution du Congrès ; l'assemblée constituante pour une nouvelle Constitution ; et maintenant la démission de la Présidente Dina Boluarte. »

Elles demandent « la condamnation par la communauté internationale des droits humains et des instances supranationales qui cherchent à garantir la validité des droits humains et de la démocratie. De cette façon, soutenez la tâche de sauvegarder les droits fondamentaux des Péruviens qui exercent aujourd'hui leur droit de manifester. Nous demandons que la communauté internationale influence l'État péruvien pour qu'il crée de toute urgence et rapidement une commission d'enquête indépendante afin de clarifier les responsabilités dans la mort des 42 personnes, dont malheureusement des mineurs. » Cette solidarité internationale doit de façon urgente se dresser et s'organiser pour protéger le peuple péruvien face aux menaces contre sa vie et sa liberté !

### CorrespondantEs

1 - <https://muqui.org/noticias/pronunciamento-a-la-comunidad-internacional-de-derechos-humanos/>

## ÉTATS-UNIS À New York, des milliers d'infirmières ont fait grève et ont gagné

7 000 infirmières ont fait grève le 9 janvier dans deux des plus grands hôpitaux privés de New York : Montefiore et Mount Sinai. Et elles ont gagné.

Se disant « épuisées et victimes de burn out » en raison du manque de personnel et tandis que leur contrat collectif expirait le 31 décembre, les infirmières ont maintenu des piquets de grève massifs et dynamiques devant les hôpitaux, portant des pancartes sur lesquelles on pouvait lire « En grève pour de meilleurs soins aux patients ». Et après trois jours, elles ont gagné. Nancy Hagans, présidente de l'association des infirmières de l'État de New York, a déclaré que son organisation avait remportée une « victoire historique ».

### « Des conditions vraiment terribles »

Michelle Gonzalez, infirmière en soins intensifs à l'hôpital Montefiore, a déclaré : « La grève concernait nos patients. Les infirmières et les travailleurs de la santé en général travaillent dans des conditions vraiment terribles. Nous avons trop de patients qui ont besoin d'être vus ou trop de patients très, très malades qui nous sont assignés. C'est pourquoi nous avons dû prendre la décision de nous mettre en grève. »

La grève avait trois objectifs, visant à maintenir un personnel infirmier stable et adéquat pour protéger la santé des patients. Premièrement, fixer des niveaux

suffisants de dotation en personnel. Deuxièmement, établir une relation entre les écoles d'infirmières et les hôpitaux pour attirer les infirmières. Troisièmement, offrir des salaires adéquats pour garder les infirmières. Dans les deux hôpitaux qui ont fait grève, les infirmières ont gagné sur ces trois points.

Dans dix grands hôpitaux privés de la ville de New York, les infirmières ont déposé un préavis de grève pour le 9 janvier, même si la direction du syndicat espérait éviter la grève et a découragé les infirmières de débrayer. La direction du syndicat ayant fait pression pour qu'un accord soit conclu, les infirmières de huit hôpitaux ont voté en faveur de la signature des contrats, mais les infirmières de Montefiore et de Mount Sinai ont refusé et ont fait grève pour obtenir des ratios de dotation en personnel pour les soins aux patients qui puissent être appliqués, et elles ont réussi. En vertu de l'accord conclu dans ces deux hôpitaux, leur direction sera pénalisée si elle ne parvient pas à maintenir les niveaux de dotation en personnel. Si la direction n'embauche pas suffisamment d'infirmières, le salaire qui aurait été versé aux infirmières manquantes sera réparti entre les autres infirmières et payé dans les deux mois, tandis que les patients

bénéficieront d'une réduction de 15 % de leurs frais. Il s'agit d'une mesure inédite et historique.

### En première ligne des luttes

« Cela a été une victoire phénoménale pour nous en tant qu'infirmières », a déclaré Michelle Gonzalez. « Lorsque nous sommes descendues dans la rue, nous avons dit aux PDG des hôpitaux que nous n'allions pas continuer à travailler dans ces conditions. Nous allons continuer à nous battre pour obtenir de meilleures conditions pour nous-mêmes et pour nos patients. » Les infirmières ont non seulement obtenu des niveaux minimaux de dotation en personnel, mais aussi des augmentations de salaire de 19,2%. En outre, les hôpitaux ont accepté de pourvoir les postes vacants, de fournir au personnel des soins de santé entièrement financés et une couverture santé à vie pour les retraités, d'offrir des avantages en matière d'éducation et d'augmenter les versements aux fonds de pension.

Aujourd'hui, la santé est, après l'éducation, la deuxième plus grande activité aux USA. On compte 22 millions de travailleurEs de la santé, soit 14 % de l'ensemble des salariéEs, sept millions sont des travailleurEs hospitaliers, et deux millions d'entre elles et eux sont des infirmières diplômées.

Contrairement à de nombreux autres emplois et professions, les infirmières sont à 85 % des femmes et tendent à refléter la diversité ethnique du pays, les infirmières blanches, noires, latinas et asiatiques travaillant et, si nécessaire, faisant grève ensemble.

Les syndicats regroupent 20 % de l'ensemble des infirmières et, récemment, de nombreuses grèves ont eu lieu dans les hôpitaux du pays. Au cours des trois années de la pandémie de Covid, des centaines d'infirmières ont perdu la vie et l'épuisement professionnel en a poussé des milliers à quitter la profession. Rien que l'année dernière, six syndicats représentant 32000 personnes ont fait grève dans divers hôpitaux des États-Unis. Ils l'ont fait avec une grande sympathie de la part du public, qui a considéré les infirmières comme des héroïnes. Dans les années 1970, période de bouleversements syndicaux, les groupes socialistes ont envoyé leurs membres dans l'industrie lourde — acier, automobile, mines et camionnage — mais aujourd'hui les priorités sont différentes. Un groupe appelé « Rank-and-File Project » encourage des militantEs de gauche à devenir enseignantEs et infirmierEs, ainsi que manutentionnaires et chauffeurEs UPS. Leur objectif est d'organiser les travailleurEs de base et de renforcer le mouvement ouvrier tout en recrutant des travailleurEs pour le socialisme.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

## ALLEMAGNE Un accord en trompe-l'oeil sur les salaires dans la métallurgie

Avec l'aide du gouvernement fédéral, la capitale allemande de la métallurgie et de l'électricité est parvenue à conclure en fin d'année dernière un accord salarial sur deux ans pour près de 4 millions de salariéEs... qui ne rattrapera pas cependant le retard sur les hausses de prix attendues.

Le cœur de l'accord pilote du Bade-Wurtemberg stipule que les redevances seront augmentées en deux étapes (le 1<sup>er</sup> juin 2023 de 5,2% et le 1<sup>er</sup> mai 2024 de 3,3%); une prime de compensation de l'inflation est versée (1500 euros au premier trimestre 2023 et 1500 euros supplémentaires un an plus tard; la durée est de 24 mois).

L'augmentation de la rémunération supplémentaire (ZUB) passe de 12,3% à 18,5%, soit une augmentation de 400 à 600 euros pour le groupe de rémunération 7 (salaire de base dans la région).

Cependant, la perte de salaire réel au cours de ces deux années sera d'au moins 7%, selon le taux d'inflation réel, mais plus probablement de 11 à 13% si les prix continuent à grimper de 10% ou plus. De plus, la hausse des prix, déterminante pour la plupart des salariéEs, est déjà largement supérieure aux 10% officiels.

Avec une telle évolution des prix, au moins une clause d'ouverture aurait dû être appliquée, qui stipule que si le taux d'inflation dépasse 4,25%, la trêve sociale de deux ans prend fin et des renégociations doivent avoir lieu. Mieux, l'échelle



mobile des salaires pourrait être réclamée, mais avec la politique de négociation collective d'IG Metall nous vivons exactement l'inverse.

### Différenciations par entreprise

Malgré toutes les assurances des négociateurs d'IG Metall, le capital a une nouvelle fois réussi à faire passer des différenciations avec lesquelles les comités d'entreprise doivent ensuite composer. Le paiement de la compensation de l'inflation peut en effet être

reporté par accord d'entreprise. Donc, si la direction se plaint (et que le comité d'entreprise n'est pas assez fort), des reports auront lieu dans de nombreux endroits. De plus, le paiement de la rémunération supplémentaire (ZUB) peut être reporté jusqu'au mois d'avril de l'année suivante si l'entreprise se trouve dans une « situation économique difficile ». Particulièrement scandaleux ! Pour IG Metall, la définition de la difficulté économique, c'est une rentabilité des ventes inférieure à 2,3%. Une ouverture

des livres de compte n'est même pas prévue dans les négociations... Le résultat est non seulement en deçà des exigences pour maintenir le niveau de vie des collègues, mais aussi en deçà des possibilités concrètes, car les mobilisations étaient clairement à la hausse. Des centaines de milliers de collègues y ont participé. Rien n'obligeait ces bureaucrates à conclure à ce moment-là.

Aussi amer que cela soit, force est de constater qu'il n'y aura probablement pas de tollé dans les entreprises (ni dans les comités de négociation collective, fortement contrôlés par l'appareil). Il est d'autant plus important maintenant de présenter l'insuffisance de cet accord et de préparer mentalement les collègues au fait que nous devons donc agir nous-mêmes, que c'est le moyen le plus efficace d'imposer des salaires et traitements plus élevés. Sans le développement d'un courant de lutte de classe de gauche, rien ne peut être changé dans la politique générale (de négociation collective) de nos syndicats.

### Jacob Schaefer

Article paru initialement et à lire ici : <https://intersoz.org/tarifabschluss-mit-eingelantem-reallohnverlust/>

# DÉCHETS Quand l'Afrique devient la poubelle du capitalisme

Il y a quelques semaines, les douanes espagnoles ont mis fin à un commerce illégal de rebuts informatiques vers l'Afrique. Ce démantèlement met en exergue la façon dont les pays riches se débarrassent à moindre frais de leurs déchets.

## Contourner la réglementation internationale

C'est à partir des îles Canaries que les containers remplis de DEEE (déchets d'équipements électriques et électroniques) étaient acheminés vers l'Afrique. Un trafic qui durait depuis deux ans. Il a rapporté 1,5 million d'euros pour près de 5 000 tonnes déversées sur le Continent.

Les DEEE sont considérés comme dangereux du fait de la présence de mercure, de cadmium, de plomb, de phosphore ou d'arsenic. La convention de Bâle, qui date de 1992, interdit l'exportation de ces DEEE vers les pays pauvres.

Pour contourner cette convention, il suffit de notifier qu'il s'agit d'appareils d'occasion. C'est ainsi que des milliers de tonnes de matériel informatique sont expédiées au Ghana. Le système est bien rodé. Des acheteurs en gros fournissent les boutiques du pays, le matériel informatique qui fonctionne ou est réparable est vendu, et le reste, en général 70 %, se retrouve à la décharge de d'Agbobloshie près de la capitale Accra.

## Pollution des terres et des mers

Les déchets sont traités par des milliers de personnes qui, pour récupérer les métaux précieux, vont

*Conséquence d'un modèle économique consumériste, les pays riches sont confrontés à une masse de déchets de plus en plus importante. Pour les traiter à moindre coût, la tentation est grande de les expédier en Afrique avec des graves conséquences environnementales et sanitaires pour les populations.*



WIKIMEDIA COMMONS

brûler les composants dégageant d'épaisses fumées aussi dangereuses pour les travailleurs que pour l'environnement. Les analyses des sols révèlent une contamination par les métaux lourds cent fois supérieure à la limite autorisée. Autre facteur de pollution, les textiles. Ils proviennent des collectes de vêtements usagés dans les pays riches ou sont envoyés directement par les entreprises. En effet 40 % de la production est jetée. Ces vêtements, souvent de piètre qualité, répondent avant tout à un modèle économique de la fast-fashion. Peu importe la qualité, l'idée est de produire des nouveautés le plus rapidement possible pour susciter les achats. Comme pour les

produits informatiques, des lots sont cédés aux détaillants mais seule une faible quantité peut être vendue. Les autres vêtements usés, abimés ou souillés sont envoyés dans les décharges. Au fil du temps, ils se retrouvent dans les océans formant des sortes de chenilles pouvant atteindre une dizaine de kilomètres empêchant les activités de pêche artisanale. D'autres tissus se retrouvent dans les égouts et provoquent des inondations favorisant la propagation des moustiques facteurs de fièvre jaune.

## Une politique irresponsable

Il y a une vingtaine d'années, des journalistes révélaient que la mafia calabraise déchargeait sur les côtes

somaliennes des containers remplis de produits toxiques et radioactifs. Une pollution massive s'en est suivie avec des conséquences dramatiques pour les populations notamment l'augmentation de malformation lors des naissances. Une pratique qui continue. Ainsi Trafigura, une des premières entreprises de courtage de pétrole n'a pas hésité à déverser dans la lagune d'Abidjan, la capitale de la Côte d'Ivoire, des produits toxiques. Depuis le refus des pays asiatiques comme la Chine, la Malaisie ou les Philippines d'accepter les rebuts des sociétés occidentales, les entreprises se tournent vers l'Afrique. Ainsi l'American Chemistry Council, regroupant les grandes sociétés pétrolières des USA, fait un lobby auprès de la Maison Blanche pour exporter les millions de tonnes de déchets plastiques au Kenya alors que ce pays n'a déjà pas la capacité de traiter correctement ses propres détritus. Tant pour les trafiquants, la mafia ou des « honorables » chefs d'entreprise, l'exportation des déchets en Afrique est un moyen pour gagner ou économiser de l'argent. Mais c'est aussi et surtout une façon de faire perdurer un système de surconsommation générant des profits, quelles qu'en soient les conséquences pour l'environnement.

Paul Martial

# GRANDE-BRETAGNE Enjeux de la journée d'action du 1<sup>er</sup> février

*La bataille des organisations de la classe ouvrière en Grande-Bretagne contre le gouvernement réactionnaire des Tories a un nouvel objectif cette semaine. Le Trade Union Congress (TUC), auquel appartient l'écrasante majorité des syndicats du pays, appelle à une journée nationale d'action le 1<sup>er</sup> février. L'objectif principal de cette journée ne concerne pas les salaires, mais les projets du gouvernement visant à introduire des lois antisyndicales encore plus draconiennes que celles qui existent déjà.*

L'impact des lois existantes a été démontré par les résultats d'un vote pour une action de grève sur les salaires la semaine dernière. L'un des syndicats d'enseignants, le NAS/UWT, a publié des résultats qui montrent que neuf membres votants sur dix soutiennent la grève — mais ils ne peuvent pas appeler les membres à faire grève car seulement 45 % ont voté. Bien qu'il s'agisse d'un pourcentage plus élevé que celui qui est souvent obtenu lors des élections parlementaires, la loi actuelle ne leur permet pas de déclencher une grève.

## La grève est nécessaire

Les conservateurs proposent maintenant d'aller plus loin et ont introduit une nouvelle loi qui leur

permettra d'imposer des « niveaux de service minimum » dans toute une série de secteurs, d'une manière qui minerait fondamentalement le droit de grève de millions de travailleurEs. Le chef adjoint du Parti travailliste, pas très radical, l'a surnommé « le projet de loi sur le droit de licencier les infirmières ». Il est donc important que le TUC ait déclaré une journée d'action le 1<sup>er</sup> février, mais décevant que, jusqu'à présent, un seul syndicat national ait déclaré qu'il appellerait à la grève ce jour-là. Le syndicat de la fonction publique, PCS, a appelé plus de 100 000 membres dans 124 services gouvernementaux. Il est encore temps pour d'autres de les rejoindre, avec une action de grève, et non le type d'action légale et de lobbying auquel le TUC semble penser, qui sera nécessaire

— à un niveau soutenu — pour renverser la situation.

## « Dialogue social » ?

Mais il y a des raisons de s'inquiéter de la stratégie et de l'orientation politique non seulement au niveau du TUC mais aussi des syndicats locaux et de branche. Un exemple nous vient de l'un des plus grands syndicats britanniques, Unison. Une pression importante a été exercée sur le gouvernement, y compris par certains de ses propres députés, sur le fait que, pendant la vague croissante de grèves, il a refusé de rencontrer les syndicats ou, lorsqu'il l'a fait, il a refusé que le cycle actuel de négociations salariales fasse partie de l'ordre du jour.

Le lundi 9 janvier, une réunion a finalement eu lieu avec les syndicats de la santé et les ministres, et

séparément avec les travailleurEs des transports et de l'éducation. Des rumeurs circulaient selon lesquelles le gouvernement proposerait peut-être un montant forfaitaire pour les travailleurEs de la santé. Il ne l'a pas fait, suggérant plutôt que la seule façon de trouver de l'argent supplémentaire était que les salariéEs travaillent plus dur. Étant donné que la crise dans le secteur de la santé est aggravée par une énorme rotation du personnel, elle-même due non seulement aux bas salaires mais aussi à une charge de travail insoutenable, il n'est pas surprenant que la plupart des syndicats aient considéré cette proposition comme une insulte. Malheureusement, cela n'a pas été la réponse du négociateur d'Unison, qui a été beaucoup plus positif, affirmant que le ton du gouvernement avait changé. Le ton ne paie pas les factures, pas plus que les applaudissements ne l'ont fait pendant la pandémie. Mais le étant donné que, bien que la gauche ait gagné le contrôle de l'exécutif national d'Unison en juin 2021, le secrétaire général et les cadres supérieurs sont à droite, cela n'a pas surpris la gauche britannique. Alors que la crise continue et s'approfondit, la nécessité de construire une organisation démocratique de gauche s'organisant dans les lieux de travail a rarement été aussi urgente.

Terry Conway

# UKRAINE Succès du meeting de solidarité féministe avec la résistance ukrainienne

*La salle du Maltais Rouge près de la Bastille à Paris débordait ce mardi 10 janvier à 19 heures : près de 70 personnes – plus jeunes et plus féminisées qu'à l'accoutumée dans ces réunions – sont venues écouter et discuter avec Valeriia Zubatenko, féministe ukrainienne.*

Elle était invitée par le groupe de travail féministe du RESU (groupe français de l'ENSU<sup>1</sup> / Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine). Valeriia est une jeune artiste et chercheuse, originaire de Zaporijjia en Ukraine. Elle a quitté son pays au cours du premier mois de guerre, mais elle vient de se rendre à Lviv et Kiyv pour revoir amiEs et famille en ce début d'année. Membre de l'organisation de gauche Mouvement Social – avec laquelle le RESU milite – elle poursuit actuellement ses études à l'école des arts LUCA, à Bruxelles. Avant la guerre, pendant quatre ans, Valeriia avait impulsé en Ukraine, à Marioupol, un projet artistique éducatif destiné aux jeunes marginalisés atteints du VIH, aux LGBT et aux prostituées. Aujourd'hui, elle travaille sur un projet artistique lié à la guerre dans une perspective anti-impérialiste, antifasciste et postcoloniale.

## Quelle solidarité ?

Valeriia nous a parlé des aspects problématiques de la solidarité de la gauche occidentale avec l'Ukraine et de l'exigence première de liens par en bas avec les victimes de l'agression impériale russe et d'écoute « féministe » d'une population qui dit « non ». Puis elle a évoqué des initiatives concrètes et « fiables » pour aider la résistance ukrainienne, notamment féministe, sans passer par les ONG bureaucratiques et institutionnelles. La parole fut ensuite donnée à d'autres invitées (se connaissant et partageant les mêmes engagements). Dilda, originaire du Kazakhstan, a témoigné de la solidarité populaire exprimée par en bas dans son pays envers la lutte ukrainienne ; la chercheuse et activiste russe Masha, établie en France, a rendu compte d'une action de protestation contre une entreprise française servant de fait de support technique à la propagande médiatique du pouvoir russe ; une autre activiste féministe russe, Vica, établie en Allemagne, a évoqué une initiative établie à Berlin pour « le droit de résister » et la possibilité de coordinations pour peser davantage.

## Droit de la société ukrainienne de résister

Un des buts essentiels de cette réunion était de faciliter un tel engagement militant à partir de contacts directs avec des activistes ukrainienNEs. Ces liens directs par en bas prolongeaient le temps fort de l'intervention de Valeriia qui a suscité une grande attention de la salle : la contestation « vivante » des positions « contre la guerre » qui font abstraction de la société ukrainienne et de son « droit de résister »<sup>2</sup>, réduisant la guerre à un conflit interimpérialiste (comme la Première Guerre mondiale) ou la société ukrainienne à ses fascistes ou dirigeants libéraux. L'ignorance de l'histoire des rapports de domination russe sur l'Ukraine dans diverses phases historiques et les désaccords traversant la gauche notamment marxiste sur la place des questions nationales dans ce que fut l'URSS et plus largement dans tout projet communiste d'union libre entre peuples pèsent durablement. La guerre en Ukraine permet aussi de remettre en cause les visions d'un monde dominé par un impérialisme occidental unique. Un intervenant chinois a remercié Valeriia dont le discours permettait de dénoncer « tous les impérialismes dont le russe... et – ajouta-t-il avec émotion – le chinois ».

## Catherine Samary

1 – Voir le site de l'ENSU <https://ukraine-solidarity.eu/> pour suivre ses initiatives et publications et s'y inscrire.

2 – C'est le titre du Manifeste féministe ukrainien cf. <https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/070722/le-droit-de-resister-manifeste-feministe>



NPA

# PAS UNE JOURNÉE DE PLUS, PAS UN EURO DE MOINS



**LA RETRAITE, C'EST 60 ANS  
ET 37,5 ANNUITÉS !**

**M**acron et Borne nous ont déclaré la guerre. L'âge légal de départ à la retraite passerait de 62 ans aujourd'hui à 64 ans en 2030, et la durée de cotisation serait allongée de 42 à 43 annuités pour une retraite à taux plein, dès 2027. Cette huitième (!) réforme des retraites depuis 1993 obéit à la même logique que les précédentes en l'amplifiant : nous faire travailler plus longtemps tout en baissant le montant des pensions.  
**S. Bernard et F. Dolet**

**TRAVAILLER PLUS LONGTEMPS POUR ENRICHIR  
LES CAPITALISTES, NON MERCI !**

Depuis le livre blanc de Michel Rocard en 1991, la succession des contre-réformes a bouleversé la plupart des paramètres du système de retraites.

**A**vec des mesures concernant notamment l'âge d'ouverture des droits, la durée de cotisation requise pour bénéficier de la retraite à taux plein, les modalités de calcul des pensions (y compris l'évolution de la valeur du point dans les régimes complémentaires), le report des dates de revalorisation des pensions et les augmentations des taux de cotisation, les droits des retraités et des salariés ont régressé.

L'âge du départ à la retraite a reculé et le pouvoir d'achat des retraités a baissé, ce que



RETRAITE A  
64 ANS ET  
PENSION A  
1200 EUROS

DE QUOI  
VOUS ASSURER  
DE BELLES  
FUNÉRAILLES!



confirme le dernier rapport du COR (Conseil d'orientation des retraites) pour 2023 qui atteste que le taux de remplacement (la différence) entre le niveau du dernier salaire net et la pension nette ne cesse de diminuer au fil des générations dans les secteurs public et privé. Le pouvoir actuel poursuit et aggrave ces politiques menées par tous les gouvernements de droite et de gauche.

### Ça coûte «un pognon de dingue»!

C'était l'avis exprimé en 2018 par le président de la République à propos des aides sociales. En 2023, son opinion n'a pas changé. Avec un vocabulaire un peu plus soft, il explique qu'il faut faire des économies en réformant le système de retraites «*qui coûte trop cher à la nation*». Il annonce donc dans ses vœux pour 2023 qu'il faut «*travailler davantage*». La Première ministre Élisabeth Borne a donc été chargée de présenter un projet de contre-réforme en ce début d'année. L'enjeu apparaît clairement : les salariés devront consacrer une part encore plus grande de leurs vies à bosser pour des patrons. À partir du 1<sup>er</sup> septembre 2023, l'âge légal de départ à la retraite ne sera plus de 62 ans mais sera relevé de trois mois chaque année afin d'atteindre 64 ans en 2030. À cette échéance, il faudra avoir cotisé durant 43 annuités, et non plus 42, pour bénéficier d'une pension à taux plein, sinon une décote (diminution de la retraite variable selon le nombre de trimestres manquants) continuera d'être appliquée jusqu'à ce que le retraité atteigne les 67 ans. Le gouvernement de Macron poursuit et aggrave la politique de ses prédécesseurs de droite et de la soi-disant gauche avec ces mesures et d'autres dispositifs.

### Le baratineur

Macron a agité l'épouvantail du déficit, le système de retraites serait en péril alors que la branche retraites de la Sécu a connu un excédent de 900 millions en 2021 et de 2 milliards en 2022. De plus, les réserves nettes s'élèvent à 191 milliards d'euros (8,3% du PIB). Ensuite, la réforme a été justifiée par des économies nécessaires pour financer des dépenses publiques, l'éducation, la santé, la transition écologique... avec l'argent des cotisations sociales. Élisabeth Borne a confirmé le 10 janvier que la retraite minimum «*soit près de 1200 euros par mois dès cette année*» concernerait les

futurs retraités ayant une carrière complète, mais il reste beaucoup d'incertitudes. Le journal *Libération* affirme que l'annonce gouvernementale concerne les retraités actuels mais que ce ne sera pas forcément le cas pour les futurs retraités. Et ce n'est pas très clair «*si le montant de la pension minimale indiquée se rapporte au SMIC net, il s'agit pour autant d'un montant brut*»...

Il est probable qu'une personne de plus de 65 ans n'ayant pas de carrière complète bénéficiera seulement du minimum vieillesse, c'est-à-dire l'allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa), soit 961,08 euros mensuels depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

### Travailler plus longtemps

Un rapport du conseil d'orientation des retraites (COR) indique qu'à 60 ans un peu plus de la moitié des personnes (52%) résidant en France bénéficie d'un emploi à temps plein ou à temps partiel. Les autres sont à la retraite ou pré-retraite, au chômage ou inactif. À 62 ans seulement, il ne sont plus que 28,2% à avoir un emploi. Obliger les seniors à travailler est une absurdité alors que le taux de chômage des 15-24 ans s'élève à 18,3%, soit bien plus que le taux de chômage global qui, selon les indicateurs, sera en augmentation en 2023 pour atteindre 8% à la fin de l'année. Cependant les personnes qui ont commencé à travailler tôt ainsi que les invalides, les victimes d'accidents de travail, les handicapés et les victimes de l'amiante pourront bénéficier du dispositif carrière longue et d'un départ anticipé à la retraite. Le départ à la retraite sera possible à 58 ans pour les personnes ayant commencé à travailler dès 16 ans, 60 ans pour celles qui ont débuté à 18 ans et 62 ans lorsque l'activité salariée a démarré avant 20 ans.

### Baisse des pensions

La durée de cotisations exigée est plus longue, les pensions baissent... La pension brute moyenne des personnes ayant liquidé leur retraite en 2019 est passée sous la pension moyenne de l'ensemble des retraités (1401 euros contre 1430 euros) après avoir diminué au cours des trois années précédentes. Les salariés se trouvent obligés de se tourner à terme vers un marché prêt à s'ouvrir : celui de la capitalisation et de la privatisation (sur le modèle des complémentaires). Un rêve pour les amis du président des riches et du Medef!

## LES EFFETS DÉVASTATEURS DE LA RÉFORME

Outre l'objectif de démanteler la retraite par répartition, cette contre-réforme des retraites est aussi une façon de diminuer les richesses qui reviennent aux salariéEs pour les transférer au grand patronat. Le gouvernement l'a avoué, il veut s'en servir pour réduire drastiquement l'impôt sur les sociétés. Ses effets concrets sont immédiats pour nombre de salariéEs.

### Le secteur public et les régimes spéciaux sont attaqués aussi

La Première ministre a indiqué lors de sa conférence de presse que la règle particulière des six derniers mois pour le calcul des pensions des fonctionnaires sera maintenue. Cependant, les dispositifs annoncés pour les salariéEs et les régimes privés s'appliqueront aussi aux travailleurEs indépendants et aux 5,7 millions de salariéEs de la fonction publique. Des exceptions sont prévues pour les personnes des catégories dites « actives » : les fonctionnaires occupant un emploi présentant un « risque particulier » ou occasionnant des « fatigues exceptionnelles » (policiers, surveillants pénitentiaires, sapeurs-pompiers, égoutiers) ne sont pas concernés par le nouvel âge légal.

À l'exception des avocats, des marins, des salariéEs de l'Opéra de Paris et de la Comédie Française, tous les régimes spéciaux seront supprimés et leurs nouveaux embauchés seront affiliés au régime général de retraite dès le 1<sup>er</sup> septembre 2023. Par contre les salariéEs déjà en poste conserveront leur régime de retraite et leurs acquis seront maintenus au nom de la « clause du grand-père ». Le gouvernement espère sans doute limiter l'ampleur d'une mobilisation sociale dans ces secteurs alors que leurs acquis étaient parfois justifiés par des contraintes particulières (horaires de nuit, astreintes...) et devraient donc dans ce cas être maintenus pour toutes les personnes dans la même situation. Le principe « à travail égal, salaire égal » ne devrait-il pas être appliqué partout ?

### La pénibilité, le mot (et pas les maux) détesté par Macron !

Macron a dit « *Moi, j'adore pas le mot de pénibilité, parce que ça donne le sentiment que le travail serait pénible* ». Ce n'est pas uniquement le mot qu'il n'aime pas ! En 2017, Macron a publié une ordonnance supprimant le compte personnel de prévention de la pénibilité (C3P) au profit du compte professionnel de prévention (C2P) sous le prétexte fallacieux de simplifier le dispositif jugé trop complexe pour les employeurs. Quatre des dix facteurs de pénibilité ont été supprimés : les postures pénibles, les manutentions manuelles de charges lourdes ; les vibrations mécaniques ; les agents chimiques dangereux — supprimant ainsi la possibilité pour les salariéEs exposés à ces risques de partir plus tôt en retraite. Théoriquement les salariéEs cumulent des points chaque année qui permettraient un départ anticipé à la retraite. Ce dispositif est très peu utilisé : depuis 2017 seulement 10 000 salariéEs ont bénéficié d'un départ anticipé, soit à peine 1% des deux millions de comptes ouverts.

Élisabeth Borne a affirmé qu'un plus grand nombre de salariéEs bénéficieront du C2P qui ouvrirait plus de droits en cas de travail ou d'exposition à plusieurs risques professionnels : ils pourraient bénéficier d'un congé de reconversion permettant de changer de métier. Mais les facteurs de pénibilité donnant le droit à un départ anticipé en retraite ne sont pas rétablis !

### Pension minimum et travail obligatoire

En présentant cette mesure la Première ministre a osé dire qu'« une vie de travail doit garantir une retraite digne » : le minimum de pension sera indexé sur l'inflation, une promesse de différents gouvernements qui n'a jamais été respectée. Théoriquement cette revalorisation devrait s'appliquer dès cette année aux futurs retraitéEs et concernerait aussi les retraitéEs actuels dans un projet de loi présenté au Conseil des ministres. La pension minimum sera inférieure de 15% au SMIC net, alors



que le SMIC est considéré comme le minimum vital. Elle ne permettra pas de vivre décemment. Soyons réalistes, c'est indigne !

Le gouvernement veut faire travailler les seniors alors que près de la moitié des personnes de 60 ans sont hors d'emploi et que leur taux de chômage va se maintenir selon le COR à 30% jusqu'au début de la décennie 2030. Le gouvernement se fixe pour objectif de stabiliser la part des pensions dans le PIB à 14% pour les cinquante prochaines années alors que la part des retraités dans la population qui était de 18,5% en décembre 2022 s'élèvera à 27,5% en 2070 selon le COR.

### Les pensions des femmes plus durement attaquées

Les inégalités de pension entre les femmes et les hommes augmentent avec les mesures de recul de l'âge et/ou d'allongement de la durée de cotisation. Ainsi, actuellement, les carrières des femmes s'améliorant au fil du temps, les pensions des dernières générations parties à la retraite sont supérieures à la moyenne de l'ensemble des retraitéEs. Pourtant, même en considérant les départs récents, l'inégalité reste importante : la pension moyenne de droit direct

des femmes de la génération 1953 est encore inférieure de 33% à celles des hommes.

Si les femmes des générations 1970 valident autant de trimestres que les hommes entre 35 et 44 ans, selon une étude de la Drees de 2017, l'injustice demeure, notamment en matière d'inégalités salariales.

Cette contre-réforme va aggraver les effets sur les pensions des femmes déjà visibles avec les réformes précédentes. Ainsi, le taux de pauvreté des femmes retraitées est actuellement plus élevé que celui des hommes (10,4% contre 8,5%), et cet écart n'a cessé de se creuser depuis 2012.

Les salaires des femmes étant inférieurs en moyenne de 22% à ceux des hommes, leurs pensions de droit direct (c'est-à-dire sans la réversion) sont inférieures de 40% à celle des hommes.

Le montant de la décote est plus important en moyenne pour les femmes. Pour éviter de la subir, 19% des femmes, contre 10% des hommes, ont attendu l'âge de 67 ans pour partir à la retraite. Le recul de l'âge de départ à 64 ans et l'augmentation de durée de cotisation prévus dans la loi Borne condamnent plus encore les « premières de corvée ».

## CE QUE DÉFEND LE NPA

### Du boulot pour toutes et tous mais pas de travail forcé au-delà de 60 ans !

Nous voulons la retraite à 60 ans dès 35 ans d'activité et à 55 ans pour les emplois pénibles ou postés. Mais nous sommes opposéEs à des rythmes de travail (travail par équipe en alternance ou de nuit, en discontinu ou par rotation) qui comportent des risques pour la santé et la sécurité des salariéEs, et ne devraient être autorisés que lorsqu'ils sont strictement nécessaires comme par exemple dans les hôpitaux et compensés par des périodes de repos supplémentaires.

### Abroger les mesures régressives !

Toutes les mesures des gouvernements successifs, notamment la réforme Touraine et la réforme Balladur. Calculer les pensions sur les 10 meilleures années au lieu des 25. Supprimer les décotes (coefficient de minoration des droits de la pension de retraite) appliqués en raison de maladie, d'accident...

### Liquider les retraites après 37,5 annuités !

Il faut être vigilant pour qu'en plus du travail salarié, les périodes d'arrêt de travail à cause du chômage, de la maladie ou d'un accident, de la maternité, de la maladie, et des congés légaux soient maintenues dans le calcul des annuités.

### La retraite, c'est la continuité du salaire ! Augmentation de tous les revenus !

Les pensions doivent être financées uniquement par les cotisations sociales, une part de notre salaire socialisée. Le montant du salaire doit donc être maintenu et ne doit pas être inférieur au minimum revendiqué : 1800 euros net. Les augmentations des salaires doivent être répercutées sur les pensions. Aucune pension ne doit être inférieure au minimum vital donc au SMIC revendiqué.

### Une seule modalité de financement : la cotisation !

Non à la fiscalisation (CSG) et à la capitalisation et oui aux cotisations sociales, le salaire socialisé qui finance les retraites. L'augmentation de la part patronale des cotisations sociales est possible, les grandes entreprises réunies au sein du CAC 40 ont versé en 2022, 80 milliards d'euros à leurs actionnaires !

### Non aux discriminations hommes-femmes notamment.

L'égalité femmes-hommes doit être imposée durant les carrières professionnelles et des dispositifs renforcés de contrôle des employeurs doivent être mis en place. Le dispositif de contrôle dans les entreprises n'est pas efficace, seulement une vingtaine d'employeurs ont été sanctionnés. Il doit être renforcé. Selon une étude de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV) cette égalité apporterait un gain annuel de 11 milliards d'euros. Il faut donc prendre des mesures efficaces pour le rattrapage des pensions sous-évaluées en raison du genre et d'autres formes de discriminations (racisme, anti-syndicalisme...)

### Des moyens efficaces pour financer les retraites à la hauteur des besoins.

Pour plus de cotisations sociales, il faut augmenter les salaires et la part patronale des cotisations, partager le temps de travail entre toutes et tous et embaucher des salariéEs.

### Les quatre critères de pénibilité au travail supprimés en 2017

doivent être rétablis et étendus et doivent permettre des départs anticipés en retraite à 55 ans ou moins si nécessaire. Les moyens des inspecteurEs du travail doivent être développés et le recours des salariéEs à ceux-ci facilité.

### La gestion de nos retraites doit être sous contrôle des représentéEs des retraitéEs éluEs et révocables par les assuréEs sociaux des caisses de retraites de base (les Carsat).

Ils doivent disposer de tous les pouvoirs de gestion sans tutelle de l'État ni représentantEs des patrons.

### Stop au pillage de la Sécu et de sa branche vieillesse

par les exonérations des cotisations sociales et les réductions d'assiettes (la base sur laquelle est appliqué le taux de cotisations).

### L'unité des caisses est nécessaire,

les batailles pour la défense de la Sécurité sociale et de sa branche vieillesse ont été fréquentes depuis 1945. Mais la multitude des organismes a pesé négativement dans la construction du rapport de forces. La fusion de toutes les caisses de Sécurité sociale et des complémentaires des différents régimes est donc souhaitable, mais à la condition impérative de l'alignement des prestations vers le haut.

### « La Sécu est à nous »

était un slogan des manifestations en défense de la Sécu que l'on n'entend plus dans les manifestations, mais « la démocratie sociale » reste nécessaire, notamment l'élection des administrateurEs représentant les assuréEs sociaux doit être rétablie. Ces éluEs doivent disposer de tous les pouvoirs de décision sur la politique et la gestion des caisses nationales et locales.

### La création d'un service public du 3<sup>e</sup> âge contrôlé par la

Sécurité sociale qui pourrait prendre en charge la gestion des Ehpad et des services d'aide à domicile et serait doté des moyens humains et budgétaires dont ils ont besoin. Il serait sous contrôle des retraitéEs et de leur famille. Les Ehpad privés, et les services d'aide à domicile seraient expropriés et intégrés dans le service public.

## TOUTES ET TOUS ENSEMBLE, FAIRE ÉCHEC À L'OFFENSIVE RÉTROGRADE DE MACRON CONTRE LES RETRAITÉ·E·S ET LES SALARIÉ·E·S !

Pour vaincre ce pouvoir de droite, il faut construire un mouvement d'ampleur et bloquer le pays. Tous et toutes, jeunes et moins jeunes mobilisons-nous partout dans nos villes et nos quartiers, sur nos lieux de travail et d'études.

Organisons-nous en assemblées générales et en coordinations interprofessionnelles, pour construire une grève dans la durée et des manifestations de masse afin de faire reculer le pouvoir.



Participons nombreuses et nombreux aux grèves et aux manifestations à commencer par celles du 19 janvier à

l'appel des organisations syndicales CGT, CFDT, FO, CFE-CGC, CFTC, Unsa, Solidaires et FSU, et le 21 janvier à l'appel des

organisations de jeunesse et des partis politiques de gauche, dont le NPA.

Oui, gagner cette bataille c'est possible ! Les indicateurs le montrent : plus des deux tiers des sondés (68% selon le sondage Ifop, 79% selon Ipsos) ne veulent pas des 64 ans. Et près de 60% sont prêts à soutenir un mouvement social. Un chiffre plus élevé qu'en 2019 (44%), lors de la lutte contre de la réforme Delevoye. Toutes et tous ensemble, nous pouvons gagner !

## PERPIGNAN Soutien à Josie Boucher : la campagne continue!

Le comité de soutien à Josie Boucher poursuit sa mobilisation pour la levée des poursuites engagées à son encontre suite à la plainte déposée par Louis Aliot pour « injure envers un corps constitué », en l'occurrence la mairie de Perpignan (voir l'Anticapitaliste n° 636).

Samedi 14 janvier, le comité de soutien tenait meeting à Perpignan, dans une salle du conseil départemental « Pour la liberté d'expression ! Contre l'extrême droite ! » Au même moment, Aliot, avec à ses côtés le préfet, présentait ses vœux aux PerpignanaisEs, annonçant ses projets pour 2023. Un de ses projets précisément, un porte-parole du quartier populaire maghrébo-gitan Saint-Jacques l'a dénoncé lors du meeting du comité de soutien. Une opération de gentrification raciste menée à coups de bulldozer par Aliot. L'appel à la solidarité et à la participation aux mobilisations en défense du quartier et de ses habitantEs a été accueilli chaleureusement par les quelque 120 participantEs.

### Urgence au combat antifasciste

Lui succédant, maître Llati, un des deux avocats de Josie, a retracé le déroulé de l'affaire au plan judiciaire, annonçant avoir demandé à la juge de constater la prescription des faits, la plainte ayant été déposée hors délai. Dominique Noguères, membre du bureau de la Ligue des droits de l'homme (LDH), a pris ensuite la parole au nom du comité de soutien qu'elle préside. Insistant sur la signification de la liberté d'expression, elle a détaillé comment, dans les villes où l'extrême droite a le pouvoir, celle-ci la foule aux pieds, en toute impunité. Elle a rappelé également qu'elle-même et ses enfants ont été victimes en 1980 d'un attentat fasciste qui visait son père, Henri Noguères, président de la LDH. À sa suite, Ugo Palheta chercheur-militant, signataire de la tribune nationale en défense de Josie, est intervenu pour montrer la nature réelle du RN-FN — qu'il caractérise de « parti néofasciste en gestation » — au travers de sa filiation directe avec diverses extrêmes droites d'avant-guerre et de Vichy, avec l'OAS, l'Ordre nouveau... Et a rappelé qu'Aliot, qui crie à l'« injure » quand le fascisme ou même l'extrême droite sont évoqués, a été un des bras droits de Jean-Marie Le Pen au moment où cet individu faisait ses pires sorties antisémites (« les chambres à gaz sont un détail de l'histoire de la guerre »!) sans qu'alors cela gêne le numéro 2 actuel du RN ni ses comparses adeptes aujourd'hui de la « dédialisation ». Pour conclure et avant que s'engage un fructueux débat avec la salle, un syndicaliste de VISA 66 a rappelé les résistances à Aliot et au RN-FN et l'urgence de poursuivre le combat antifasciste ici et ailleurs.

CorrespondantEs NPA 66 (Catalogne nord)

## ÉDUCATION NATIONALE N'Diaye s'attaque au collège à coup de vieilles recettes

Sur BFMTV, Pap N'Diaye a fini par préciser les contours de sa réforme, à la fois peu ambitieuse sur le fond et largement influencée par l'idéologie du « retour aux fondamentaux » chère à son prédécesseur, de sinistre mémoire, Jean-Michel Blanquer.

Son constat est accablant : 27% des élèves n'ont pas le niveau en maths, un tiers en français. Voilà qui justifie, selon ses termes, de « s'attaquer au collège ». Ni le fameux « niveau » ni les compétences évaluées ne sont clairement identifiées, pas plus que n'est interrogé le poids des inégalités sociales dans ces chiffres globaux...

La grande idée, c'est de s'inspirer des « 6<sup>e</sup> tremplin », une expérimentation menée dans 6 collèges ruraux de l'académie d'Amiens : des professeurEs des écoles qui viennent au collège pour y faire du soutien en français et en maths. À défaut de résultats probants ou du moindre retour sur expérience, l'expérimentation sera donc généralisée à l'ensemble des collèges de France dès l'année prochaine.

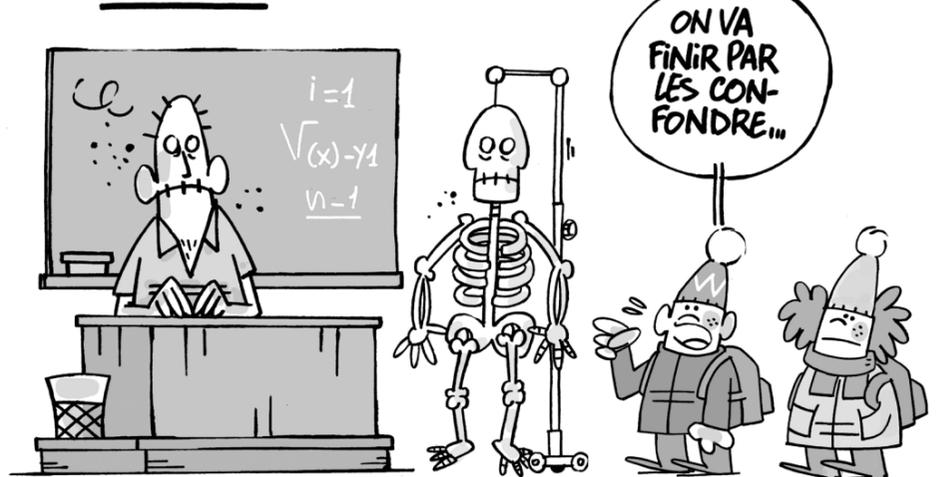
### N'Diaye dans la droite ligne pédagogique de Blanquer

La vision pédagogique qui sous-tend ce dispositif est largement rétrograde. Elle privilégie le triptyque « lire, écrire, compter » au détriment du reste. L'obsession blanquérienne de la « fluence », à savoir la capacité à lire le plus possible de mots par minute, est reprise par N'Diaye. Dans cette vision, l'articulation entre « lire » et « comprendre », entre « calculer » et « raisonner », entre les différentes composantes de la culture commune, disparaît, au profit d'une vision de l'école à l'ancienne, qui séduit la droite, mais qui n'a jamais fait la preuve de sa capacité à réduire les inégalités.

C'est l'enseignement de la technologie qui est le premier à faire les frais de cette politique de

resserrement sur les fondamentaux, puisqu'il sera supprimé en classe de 6<sup>e</sup>, au profit de cette heure « tremplin ». Un tour de passe-passe ministériel dont on peut légitimement se demander s'il ne serait pas destiné à pallier le déficit important de professeurEs de technologie. Plus généralement, cette mesure a le gros avantage de ne rien coûter, et même de permettre de continuer à supprimer des postes dans le second degré. À la rentrée prochaine et pour la 6<sup>e</sup> année consécutive, 498 postes y seront encore supprimés, alors que le nombre d'élèves restera stable. Si l'on voulait vraiment soigner « l'homme malade », il aurait fallu commencer par inverser cette politique du chiffre.

### PROFS ÉPLISÉS



Une reprise en main qui touche aussi le 1<sup>er</sup> degré

En plus de devoir faire le « service après vente des fondamentaux »

dans les collèges, les professeurEs des écoles sont soumis à de nombreuses injonctions qui vont dans un même sens : un rabougrissement pédagogique, une vision de l'éducation où tout est comptabilisé, du nombre de lignes écrites par jour au nombre de mots lus par minute. Et qui dit obsession des chiffres dit évaluations standardisées, presque à tous les niveaux du système scolaire : après celles en CP, en CE1, en 6<sup>e</sup>, en 2<sup>de</sup>, le ministre en rajoute en CM1 et en 4<sup>e</sup>. Une dérive inquiétante qui tend à confisquer le savoir-faire des enseignantEs au profit d'une vision mécanisée de l'éducation, voire à terme d'un renforcement du tri des élèves.

### La revalorisation, quelle revalorisation ?

Plutôt qu'un recadrage pédagogique et une inflation des dispositifs gadgets, le ministre serait mieux inspiré de s'attaquer à la crise du métier qui impacte gravement l'Éducation nationale et qui a des répercussions sur les élèves. Hélas, cela ne fait pas partie de ses projets. Pour lui, la crise de recrutement est une fatalité, il n'y a rien à faire hormis recruter toujours plus de contractuelEs,

qui auront l'avantage d'être les variables d'ajustement des prochaines réformes, comme le sont aujourd'hui nos collègues de technologie.

Si la dégradation des conditions d'enseignement est une des causes de cette crise, l'absence de revalorisation salariale, alors que les comparatifs internationaux placent la France très bas dans leurs classements, en est une autre. Là-dessus, le ministre rétro-pédale par rapport aux promesses faites par Macron il y a quelques mois : finie donc la revalorisation de 10% pour touTEs. On ne connaît pas encore la taille des miettes, mais une chose est sûre : face à l'inflation, le niveau de vie des profs va largement continuer à chuter.

Et cela ne sera pas sans conséquence sur le niveau des retraites, à l'heure où la réforme d'Élisabeth Borne vient encore aggraver la situation. Les personnelEs de l'Éducation ont donc toutes les raisons de lier leurs colères à celles de l'ensemble des salariéEs et de rejeter, au-delà de la réforme des retraites, une politique et un gouvernement qui empoisonne les services publics en prétendant les soigner.

Raphaël Alberto

## ROUEN Meeting intersyndical pour mobiliser contre la réforme des retraites

Jeudi 12 janvier, un meeting organisé par les organisations syndicales au grand complet a réuni près de 400 personnes à Rouen. Il était intergénérationnel mais à dominante âgée.

Après une explication claire de la contre-réforme des retraites, le choix a été fait de donner surtout la parole au public et des interventions syndicales très courtes. Deux organisations étudiantes ont revendiqué la prise en compte des années d'études comme un travail et dénoncé l'aberration de faire travailler plus longtemps les plus âgés alors que de nombreux jeunes ne trouvent pas d'emploi.

### Des grèves nombreuses, continues, reconductibles

Le public était assez militant mais pas uniquement,



PHOTOHÉQUE ROUGE/MARTIN NODA

combatif et content de l'unité syndicale. Des hospitalierEs et d'autres ont témoigné des conditions de travail très difficiles qui rendent

insupportable d'envisager de travailler plus longtemps. L'avis était partagé qu'il faut réussir les mobilisations du 19 janvier mais que ça ne

suffira pas. Il faudra des grèves nombreuses, continues, reconductibles, pas des grèves par procuration laissant quelques secteurs seuls en grève, mais aussi d'autres formes de luttes. Des questions ont été posées : « Comment continuer après le 19 ? Comment contrôler le mouvement ? » Des idées ont été exprimées comme refaire une AG des secteurs en lutte après le 19, avec la présence en plus des syndicats, des assos, notamment féministes, ATTAC, des partis, de s'adresser aux précaires car cette question des retraites nous concerne toutes et tous, quel que soit notre âge!

Correspondante

### BIG PHARMA

## Le Mediator en appel...

L'arme du crime ? Le Mediator. Autorisé en 1974 comme anti-diabétique, mais vendu par une myriade de visiteurs médicaux comme coupe-faim, un marché beaucoup plus large. Un médicament retiré seulement en 2010, alors que depuis 1986, alertes internationales et articles de la revue indépendante Prescrire sonnaient l'alarme.

Quatorze années pendant lesquelles Servier continue ses profits au mépris de nos vies. Les victimes ? 1300 personnes au moins, décédées directement du Mediator. Sans compter celles qui souffrent d'insuffisance cardiaque et pulmonaire, car le médicament miracle est toxique pour les valves cardiaques. Le mobile ? Le profit

bien sûr. 145 millions de boîtes, vendues à 5 millions de personnes, pour un chiffre d'affaires annuel de 300 millions d'euros!

### Surévalué et dangereux

Le coupable ? Jacques Servier, maître tout-puissant des laboratoires du même nom. Un récidiviste qui a bâti la croissance fulgurante de son groupe en utilisant

## GRAND PROJET INUTILE **L'Ardèche** s'oppose au béton et à la calotte

*Permis de déconstruire. Imaginez. Vous vivez dans un petit village d'Ardèche. Une rivière, la Bourges (y'en a des biens) en traverse le centre. Vous avez fui ou vous n'avais jamais voulu rejoindre un grand centre urbain. Vous habitez à Saint-Pierre-de-Colombier, située au cœur d'un parc naturel connu pour sa biodiversité et ses espèces rares comme le crapaud sonneur à ventre jaune. Et puis un matin, une procession de pelleteuses circule sous vos fenêtres.*

**U**ne procession qui en appelle d'autres... Des gens obsédés par le paradis vont faire de ce lieu un enfer. Les grenouilles de bénitier veulent prendre la place des crapauds.

### Projet de construction d'une église de 3500 places

Tout débute en 2018 lorsqu'une congrégation catholique, la Famille missionnaire de Notre-Dame a obtenu un permis de construire pour bâtir une église de 3500 places, des logements, un parking et une passerelle. Le «petit Lourdes» devient le surnom local du projet. Le collectif «Les amis de la Bourges» se mobilise : action en justice, manifestations et même création d'une ZAD éphémère. La préfète précédente reconnaît finalement une erreur administrative, suspend les travaux et demande une étude environnementale en 2020. L'évêque local lui emboîte le pas et qualifie le projet de démesuré. Tout est relancé toutefois en novembre 2022 lorsqu'un nouveau préfet autorise la reprise du chantier. Il prétexte une étude environnementale affirmant



l'impact négligeable des futures constructions. Cette étude qui ferait autorité n'est toutefois pas rendue publique malgré les demandes répétées du collectif. Ce même collectif souhaite attaquer l'arrêté de reprise des travaux en justice. Mais

cela est impossible sans l'étude environnementale. L'opacité règne pour protéger les traditionalistes.

### Aberration écologique

Ce conflit est à la «croisée» de beaucoup de thématiques qui en font

potentiellement une poudrière et le terrain d'une nouvelle ZAD. Le scandale est d'abord écologique. Ce sont des tonnes de béton qui sont prévues pour enlaidir la vallée. Le Parc régional des Monts d'Ardèche a manifesté depuis le début son opposition au projet et le préfet n'a pas voulu lui soumettre son étude environnementale... Le slogan «Stop béton» s'est rapidement imposé dans le département.

### Dérives sectaires et intégristes

Ce projet mobilise également contre lui toute une partie de la gauche anticléricale et/ou laïque. En effet, la congrégation est sous le coup d'une enquête du Vatican. En 2021, la mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires pointe du doigt la congrégation en évoquant une «manipulation des membres, un culte de la personnalité du dirigeant et un harcèlement financier». L'attitude de l'État dans ce projet devient un symbole de sa politique à l'égard des religions. Complaisance et bienveillance avec l'extrémisme chrétien tranche singulièrement avec la méfiance et la violence d'État dont sont victimes les organisations musulmanes. Face à ce projet, l'unité entre écologistes, syndicalistes et l'ensemble des organisations de gauche est faite. Il faudra bien cela pour remporter la bataille. Une première manifestation a réuni plus de 300 personnes devant la préfecture le samedi 14 janvier. C'est une première pierre d'un édifice que les opposants devront construire sur le long terme, et ce, sans demander toutes les autorisations...

**Guillaume Bosc**

## EXTRÊME DROITE

# Jours sombres à Callac!

*À Callac, dans le centre de la Bretagne, petite ville des Côtes-d'Armor (22) le projet «Horizon» visant à accueillir et permettre l'insertion de réfugiés, porté par le fonds de dotation Merci et soutenu par le maire et la majorité du conseil municipal, a été abandonné sous la pression et les menaces de l'extrême droite, ce début janvier.*

**L'**extrême droite, en particulier «Reconquête» du sinistre Zemmour, a lancé dès l'annonce du projet et son début de concrétisation, une véritable guerre à coups de mensonges (immigrationnisme, grand remplacement), de menaces de viol et de mort contre des éluEs et des habitantEs. C'est un véritable climat de terreur que les identitaires racistes et fascistes ont entretenu durant plusieurs mois rameutant leurs groupes de nazillons de toute la France ainsi que des orateurs nationaux, dont Gilbert Collard. Ils ont organisé des rassemblements au pied de la mairie, conspuant le maire et les soutiens au projet, ont pratiqué l'intimidation physique et les menaces par voie de tracts et de tags.

### Riposte

Si, à plusieurs reprises dont le 17 septembre et le 5 novembre, des manifestantEs, dont les camarades du NPA des Côtes-d'Armor (22) et du Finistère (29), se sont rassemblés bien plus nombreux que les fascistes, en soutien au projet et aux réfugiés, les dépôts de plainte des éluEs menacés n'ont connu aucune suite sinon de se protéger eux et elles-mêmes.

### Danger

L'épisode vécu à Callac n'est ni anecdotique ni secondaire. Le recul du maire sous les injonctions menaçantes et le silence de services de l'État signe une défaite face à la violence de l'extrême droite qui peut malheureusement, dans le climat délétère que nous subissons, en appeler d'autres.

Si les opposantEs aux racistes et fascistes se sont manifestés massivement (plusieurs centaines) ils n'ont trouvé en face d'elles et eux que les gendarmes et les gaz lacrymogènes protégeant le périmètre alloué aux fascistes de Reconquête, de Riposte laïque, de l'Action française et des identitaires. Ces derniers ont obtenu gain de cause et s'en félicitent pour poursuivre leur chemin de haine et d'exclusion à Callac et ailleurs.

### Résistance!

Face à ce péril, il est temps, grand temps, que l'ensemble de notre camp social, du mouvement ouvrier et démocratique, des antifa se ressaisissent et opposent un front unique large et déterminé, s'inspirant des leçons du passé, pour contrer les tenants de la peste brune et développer une solidarité sans faille avec les migrantEs et réfugiés, celles et ceux qui militent à leur côté pour la liberté de circulation et d'installation. La peur doit changer de camp! Ne laissons pas la gangrène raciste et fasciste envahir notre quotidien.

**Tomas Delmonte (NPA 29)**

## VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES **Affaire Quatennens :** comprendre pour mieux lutter contre les violences

*Le retour d'Adrien Quatennens à l'Assemblée nationale pose de nombreuses questions. Formellement, il n'a pas besoin de l'autorisation de son groupe politique pour revenir siéger, pourtant...*

**P**ourtant on pourrait penser que dans une organisation démocratique, il y ait une forme de contrôle des éluEs. Et en particulier dans des cas comme celui-ci qui vient en contradiction avec le programme défendu. Le fait que la décision de la LFI de l'exclure d'une durée égale à sa condamnation de prison avec sursis ne s'applique qu'en interne de l'organisation montre bien que ce n'est pas le cas. Autre problématique, posée entre autres par la députée LFI Danièle Simonnet : celle de sa

réintégration. En effet, les propos tenus par Quatennens dans les médias montrent qu'il est loin d'avoir saisi le sens et les implications de ses actes. Les conditions de la réintégration des auteurs de violences sexistes et sexuelles dans les organisations féministes doivent être posées de manière politique et collective : comment s'assure-t-on qu'il n'en commettra plus ? Quel type de formation a-t-il suivi et avec quels résultats ? Devrait-il y avoir une sorte de période probatoire ? Autant de questions auxquelles nous,

organisations luttant réellement contre les violences sexistes et sexuelles, devons répondre.

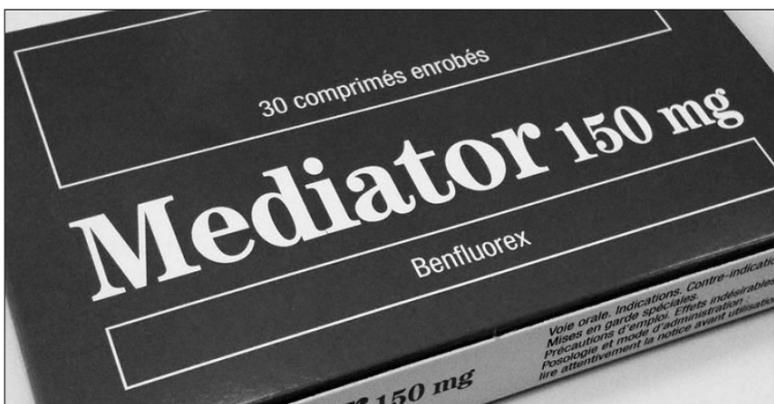
### Prêtes à affronter les appareils

La résistance qui s'exprime au sein de la LFI et plus largement dans les milieux féministes (notamment dans le collectif La Relève Féministe) montre bien que ces questions sont à l'ordre du jour. Les militantes d'aujourd'hui sont prêtes à affronter aux appareils pour que les violences sexistes et sexuelles

soient traitées correctement et pour les femmes prennent toute leur place dans les organisations. C'est également le cas dans les cadres syndicaux avec le collectif Resysem.

Les affaires récentes dans les organisations de gauche montrent bien les résistances qui existent pour maintenir des positions de pouvoir masculines. Les militantes féministes s'y confrontent de plein fouet mais leur détermination est à la hauteur des enjeux : très forte.

**Elsa Collonges**



l'Isomeride, déjà un coupe-faim, retiré du marché en 1997, malgré les alertes sanitaires datant de 1985, le Duxil, un vasodilatateur retiré du marché en 2005 pour neuropathie et inefficacité, son cousin le Vectarion, interdit en 2013, sans parler du Locobital à la fusafungine, un antibiotique, inefficace sur les angines virales à 95%, responsable d'accidents allergiques graves et d'émergence de résistances!

### Servier, le capitaliste pharmaceutique français soutenu par Sarkozy

À la mort de Jacques Servier en 2014, le petit laboratoire de 1954 était devenu une multinationale de 20 000 salariéEs dans 150 pays, faisant de son patron la neuvième fortune de France. Les complices? L'Agence nationale de sécurité du médicament, condamnée

pour «blessures et homicides involontaires par négligence» à 303 000 euros, qui n'a pas fait appel. Malgré les alertes, elle n'avait pas hésité à conclure qu'il n'y avait pas «de signal significatif de toxicité du Mediator». Mais Servier a aussi bénéficié des plus hautes protections politiques. L'avocat de Servier n'était autre qu'un certain Nicolas Sarkozy, qui l'avait décoré en personne Grand-Croix de la Légion d'honneur à l'Élysée en 2009. Et quand la CNIL porte plainte contre Servier pour fichage de 50 000 candidatEs à l'embauche pour éliminer noirs, juifs, homosexuels, communistes et socialistes, le parquet de Nanterre, dépendant du ministère, classe le dossier sans suite! Servier, c'est l'histoire de la naissance du capitalisme pharmaceutique en France, entre scandales sanitaires, corruption des autorités de santé et protection des politiques.

### Crime industriel

Il faut attendre la publication en 2010 du livre *Mediator : combien de morts?* d'Irène Frachon, pneumologue à Brest, pour que le scandale éclate et qu'un procès ait lieu. Un procès décevant, qui parle d'homicide involontaire alors qu'il s'agit d'un crime industriel, pour lequel aucune peine de prison ferme n'est requise, mais seulement des amendes, qui font du Mediator un produit encore largement bénéficiaire. Le scandale Servier est bien la preuve que la santé de la population est incompatible avec les intérêts privés, que l'expropriation des laboratoires et la création d'une industrie publique, disposant de fonds publics, travaillant en lien étroit avec les usagers, démocratiquement organisés, est une nécessité, car nos vies valent plus que leurs profits.

**Frank Prouhet**

ses liens avec les pouvoirs en place et les autorités sanitaires, pour obtenir des prix surévalués et vendre pendant de nombreuses années des médicaments

dangereux, malgré les alertes sanitaires : le Mediator, bien sûr, mais aussi le Survector, un antidépresseur retiré du marché en 1999 pour hépato-toxicité et dépendance,

**Les Nôtres****Anne Martzluff**

Notre camarade Anne est décédée le 16 décembre à Perpignan, à 44 ans. Une camarade de lutte et une amie qui aimait tellement la vie et l'a montré avec détermination jusqu'au bout. Sa fin prématurée nous choque et nous révolte toutes et tous.

Anne était passionnée, exigeante envers elle-même et envers les autres, fidèle en amitié comme peu savent l'être. Elle avait une capacité et une puissance d'analyse politique qu'on était nombreux à apprécier et à admirer, opiniâtre dans les débats mais toujours avec un vrai respect pour les autres. Anne avait commencé à militer chez les trotskistes avec le comité jeunes de la LCR vers 2005. La campagne pour le Non au référendum contre le Traité constitutionnel européen a été l'un des facteurs de sa politisation et de son rapprochement avec la LCR.



DR

**Féministe, radicale et unitaire**

En 2008-2009, elle avait participé au dépassement de la LCR en NPA. Elle était très active et très impliquée dans la construction et l'animation du parti. La figuration, ce n'était pas son genre. Quand Anne s'engageait elle le faisait à fond. Notre courant politique lui correspondait bien : radical et unitaire. Comme elle.

Anne était très engagée dans les luttes féministes, elle était une des principales animatrices du collectif du droit des femmes du département. Et même si elle avait arrêté de militer au NPA depuis quelques années, elle en était restée proche, continuant de le soutenir financièrement et arborant un autocollant du parti dans les manifs.

**Rigueur et enthousiasme**

En 2019, elle a dû affronter un nouveau combat contre la maladie, un combat terrible qu'elle ne pouvait pas gagner. Elle n'en oubliait pas la politique et nos combats communs. Elle s'y est toujours intéressée et elle nous donnait volontiers son avis sur la situation et sur les campagnes menées par le NPA que ce soit dans les luttes, la campagne municipale, les présidentielles. Cette année encore, avant l'élection présidentielle, concernant la recherche des parrainages de Philippe Poutou, elle avait des idées de maires à aller voir, des analyses toujours pertinentes de la situation politique.

Anne avait participé début avril à l'hommage local à notre camarade Alain Krivine et avait rappelé qu'elle ne manquait jamais une occasion de discuter avec lui, tous les ans à l'université d'été du NPA, de politique et surtout de solidarité internationaliste.

Les souvenirs se bousculent : toutes ces manifs, ces actions, ces réunions, ces discussions, ces combats partagés pour les droits des femmes, pour les sans-papiers, contre les fachos de tout poil, pour la lutte des classes, pour un monde meilleur débarrassé de l'exploitation et des oppressions. Anne portait tous ces combats, toutes ces convictions avec rigueur et enthousiasme. Elle était notre camarade, notre amie et nous partageons la très grande peine de toute sa famille. Par respect pour ce qu'elle était, nous devons continuer à nous battre mais sans elle, ce ne sera plus jamais pareil.

Le comité NPA 66

**Vie du NPA****La (re)fondation d'une organisation révolutionnaire est toujours d'actualité!**

La PFA s'est réunie le 14 janvier afin de prendre une décision concernant son avenir suite à la scission du NPA. Le texte suivant est une version condensée de la position qu'elle a majoritairement adoptée à cette occasion.

Lors du dernier congrès du NPA, nous n'avons pu empêcher la scission. Nous avons porté jusqu'au bout un projet politique de sortie de crise par le haut, la refondation révolutionnaire du NPA, seule issue possible face à la scission et au marasme. Nous considérons que ni la B ni la C, toutes les deux minoritaires, ne sont légitimes à se revendiquer «le NPA». Elles portent chacune à leur niveau des responsabilités dans l'explosion de notre parti, même s'ils ne sont pas équivalents puisque la PFB a provoqué directement la scission.

Toutefois, ce qui fait la spécificité de la PFA ne se limite pas au simple refus de la scission. Nous souhaitons un parti :

- qui se dote d'un programme de transition réactualisé et qui esquisse les traits d'une société communiste crédible et désirable ;
- qui défende un projet de révolution socialiste anti-productiviste par la réorganisation de la production et de la reproduction ;
- où la question des oppressions est au cœur de sa stratégie, son programme et son intervention ;
- qui rouvre le débat sur nos diverses hypothèses stratégiques ;
- un parti révolutionnaire, indépendant des réformistes ;
- implanté dans les lieux de travail, de vie et d'études ;
- enfin un parti dont les comités ne sont pas de simples exécutants mais au cœur de son fonctionnement. Nous considérons que nous ne pourrions pas mener cette politique au sein du NPA-C. En effet, nous avons avec la C de nombreux désaccords. Sur la question des oppressions,



PHOTO THÈQUE ROUGE/MARTIN NODA/HANS LUCAS

nous refusons tout ouvriérisme réducteur et défendons d'intervenir dans les mouvements autonomes. Concernant l'extrême droite, nous pensons qu'il y a urgence à la combattre, y compris en constituant des cadres unitaires. Sur le front unique, nous défendons un front unique de la base au sommet et non le seul regroupement d'une partie de l'avant-garde. Enfin, l'héritage marxiste et révolutionnaire ne doit pas être un prétexte pour éviter toute réactualisation de notre projet : le refus de voter lors du congrès du NPA-C une motion pour initier l'élaboration d'un programme de transition est pour nous un très mauvais signal.

Surtout, nous sommes en désaccord avec le fonctionnement en front de micro-partis en concurrence, ne permettant pas de mener une politique commune et tirer des bilans collectifs. Pour y avoir un poids, nous serions contraintEs de

nous construire nous aussi en un micro-parti et d'adopter des comportements fractionnels. Or, cela n'a jamais été notre but : nous souhaitons un vrai parti révolutionnaire. Si aucune des propositions faites par les deux composantes issues de la scission ne nous satisfait, nous estimons toujours nécessaire de militer dans une organisation. Nous faisons donc le choix d'entrer dans l'organisation issue de la PFB, avec laquelle nous avons des accords sur la nécessité d'un parti, l'importance des oppressions, l'urgence climatique et la lutte contre l'extrême droite, mais avec laquelle nous conservons nos désaccords et une distance critique. Nous réaffirmons la nécessité d'un parti stratégiquement délimité et d'un programme révolutionnaire. Nous nous opposons à toute tentative de recommencer l'aventure du parti large, sans délimitation stratégique, qui nous a menés

à la catastrophe actuelle. Et nous nous battons pour que se tienne un congrès démocratique de refondation révolutionnaire.

C'est pourquoi nous intégrons l'organisation dite NPA-B sous la forme d'une tendance qui cherche à convaincre et dont les idées ont vocation à devenir majoritaires. Sans revenir à un fonctionnement en front de micro-partis, nous sommes pour préserver le droit de tendance, avec des droits et des devoirs — un acquis fondamental de notre tradition politique. Nous ferons vivre ce nouveau parti de manière constructive, en nous investissant dans nos comités, les commissions, les instances de direction, mais aussi en y défendant notre orientation, notre projet et nos idées.

CertainEs camarades et comités, qui refusent l'alignement ou dont la division signerait la disparition, feront d'autres choix politiques. Nous souhaitons aller à la rencontre de tous ces comités et défendons le droit à l'expérimentation concernant leur structuration. Nous continuerons, le temps qu'il faudra, les discussions avec eux, en maintenant des structures d'échanges et d'interventions suite à cette scission qui nous a été imposée.

Alors que la réforme des retraites arrive, il est plus que jamais important de maintenir les communications entre organisations issues du NPA, de continuer à agir de manière unitaire, et de rester ouvertEs à tout processus de recomposition. Aujourd'hui, à l'aube d'un puissant mouvement social, il est toujours possible et urgent de refonder un parti révolutionnaire!

**Réforme des retraites****Un meeting de chauffe unitaire à Paris**

Le 10 janvier s'est tenue, sans grand renfort de tracts ni d'affiches, une réunion publique unitaire contre la réforme des retraites dans une salle municipale parisienne, organisée par les médias Fakir et Reporterre.

Le NPA y était invité avec, entre autres, Attac, les Amis de la Terre, des salariéEs syndiquéEs ou non, parmi les représentantEs de la Nupes. La première surprise a été le nombre de personnes présentes : plus de 800, au point où une centaine de chaises ont dû être ajoutées dans une salle adjacente.

**Du monde**

Ambiance fraternelle, musique avec la Fanfare invisible (qui accompagne les manifs parisiennes depuis Nuit debout), Hervé Kempf en maître de cérémonie, le meeting s'est ouvert avec des prises de parole de salariéEs des métiers pénibles. Du magasinier d'une grande enseigne de bricolage à l'auxiliaire de vie sortant d'une grève de 45 jours, de l'ingénieur forestier se revendiquant de l'écologie aux manutentionnaires de Geodis en lutte, tous dénoncent les cadences infernales.



Reporterre 10 janvier, NPA

**Radicaux et majoritaires**

Parmi les associations, Gabriel Mazzolini, des Amis de la Terre, a affirmé que «lutter contre la réforme des retraites, c'est lutter contre le productivisme et les fonds de pensions» et que «l'horizon de la vie, c'est la vie, pas le travail». La porte-parole d'Attac, Youlie Yamamoto, appelle à «passer à l'offensive», avec «une démonstration de force». Les représentantEs des partis de la Nupes ont mis en avant l'impopularité de cette réforme et le besoin de l'unité syndicale. Boris Vallaud, pour le PS, a cité la CGT et Ambroise Croizat ! Un moment d'oubli peut-être, son parti étant à l'origine de la liquidation des acquis sociaux...

Notre camarade Pauline Salingue a recontextualisé cette attaque dans une période de crise, d'inflation et de profits records. Elle a également insisté sur l'importance de ce front uni et a conclu sur «le rôle crucial de nos organisations au-delà de la réforme des retraites» pour construire autre chose, malgré nos différences.

Manue Mallet

## 50<sup>e</sup> festival d'Angoulême

# Une lauréate pour le Grand Prix 2023 ?

Cinquante ans que des auteurs et autrices de BD, encore en vie, sont couronnés par le Grand Prix du Festival international de bande dessinée d'Angoulême pour l'ensemble de leur œuvre et leur empreinte sur l'histoire de la BD.

L'immense Franquin fut récompensé en 1974 pour la première édition, puis le révolutionnaire Moebius en 1981 qui chamboula tout à Angoulême, Tardi en 1985 qui mena déjà une révolte de la profession, Robert Crumb et la culture underground américaine en 1997 et tant d'autres.

Depuis 2014, le Grand Prix du FIBD est attribué à la suite d'un vote de la communauté des autrices et auteurs professionnels de bande dessinée. Par ordre alphabétique, les trois nominés retenues pour le deuxième tour<sup>1</sup> sont : Alison Bechdel, Catherine Meurisse, Riad Sattouf.

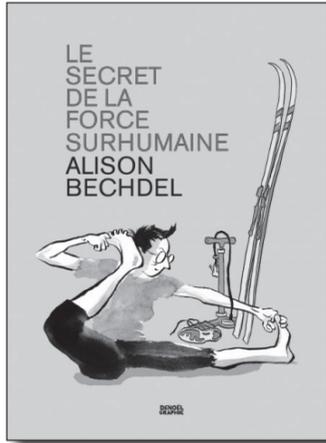
### Alison Bechdel

Elle est la moins connue des trois en France ! Pendant vingt ans, Alison Bechdel se bâtit une réputation discrète aux US mais globalisée sur la planète lesbienne avec son strip *Dykes to Watch Out For* (« Gouines à suivre »). Elle explose en 2006 avec la publication de son premier roman graphique *Fun Home* qui deviendra une comédie

musicale. En 2013, elle publie *C'est toi ma maman ?*, le second volet de son diptyque parental. En 2020, le Will Eisner Hall of Fame, panthéon de la bande dessinée américaine l'accueille. Elle a également donné son nom au « test de Bechdel » qui permet de mesurer le degré de féminisme des films. *Le Secret de la force surhumaine*, son dernier album<sup>2</sup>, est également en sélection officielle 2023. Alison Bechdel is my favorite !

### Catherine Meurisse

Catherine Meurisse va-t-elle recevoir le Grand Prix 2023 du Festival de la bande dessinée d'Angoulême ? L'autrice, originaire du Poitou-Charentes, fait partie des trois finalistes pour la quatrième fois consécutive<sup>3</sup>. Née en 1980, elle est dessinatrice, autrice, caricaturiste, reporter et illustratrice d'albums pour la jeunesse. Aiguisant son regard et son trait pendant quinze ans dans de nombreux titres de presse et, plus particulièrement, dans *Charlie Hebdo*, elle réalise de nombreuses bandes dessinées. Elle publie en 2016 *la Légèreté*,



récit bouleversant après l'attentat contre la rédaction de *Charlie Hebdo* auquel elle a échappé. En 2019, elle publie *Delacroix*, adaptation graphique toute personnelle des mémoires d'Alexandre Dumas, grand ami du peintre Eugène Delacroix. Son nouvel album, *la Jeune Femme et la Mer*, interroge la place de l'être humain dans la nature et le recours à l'art pour saisir les paysages qui disparaissent.

Elle est membre de l'Académie des Beaux-Arts.

### Riad Sattouf

On ne présente plus Riad Sattouf qui vient de publier le tome 6 de son best-seller *l'Arabe du Futur*, album en sélection officielle 2023 lui aussi. Né en 1978, Riad Sattouf est auteur de bandes dessinées et réalisateur. Son enfance se déroule entre la Libye, la Syrie et la Bretagne. Lauréat de nombreux prix internationaux (Los Angeles Times Graphic Novel Prize, Prix de l'excellence au Japan Media Arts Festival...), il est traduit en vingt-trois langues. Riad Sattouf est l'un des rares auteurs à avoir remporté à deux reprises le Fauve d'or du meilleur album au FIBD d'Angoulême, en 2010 et en 2015.

### Sylvain Chardon

1 – Le nom du ou de la lauréatE sera dévoilé le mercredi 25 janvier au soir au théâtre d'Angoulême.

2 – *Le Secret de la force surhumaine*, éditions Denoël Graphic, 240 pages, 26 euros.

3 – Le lauréat 2020, Emmanuel Guibert s'était retrouvé dans la même situation avant de décrocher le « Graal ».

## Cinéma

# Les survivants, de Guillaume Renusson

Film français. 1h 34 min, sorti le 4 janvier 2023.

« Pourquoi tu fais ça, avec moi ? Parce que t'as besoin d'aide... » Lui, Samuel (Denis Ménochet), un homme simple, bourru, dont on com-

prend tout de suite qu'il navigue en plein drame familial. Il part s'isoler dans son chalet, au cœur des Alpes enneigées. Elle, Chehreh (Zar Amir-Ebrahimi), une femme aux abois, traquée par la police qui veille à ce qu'elle ne passe pas la frontière pour trouver asile en France. Un matin, alors qu'elle quitte le chalet où elle s'est réfugiée pour la nuit, il la retrouve dans le sous-bois, transie de froid.



### Que la montagne est belle

Leur périple commence là. Elle d'abord méfiante. Lui, que cette présence vient contrarier dans sa retraite solitaire. En peu de mots, en un instant, il décide de l'aider, elle qui lui demande simplement son chemin. Il sait que, seule, elle n'y parviendra pas, face à la violence des humains, au travers d'une nature hostile. De ces deux dangers, le réalisateur nous donne à voir des visages opposés. Les nervis, petits et laids, incarnent la haine qui passe à l'action — parce qu'on est chez nous quand même. La montagne, splendide et grandiose, sert d'écrin magnifique au drame qui se joue. La puissance des paysages éclate à l'écran, servie par une lumière somptueuse et une musique très juste (Rob). Nature hostile qui peut broyer les frères fuyards, mais n'est-ce pas elle qui va les transcender, les armer de force et de courage ?

### Une solidarité organique

Ici, la solidarité ne se discute pas. En montagne, c'est comme en mer, on ne marchand pas son engagement pour sauver qui est en danger. C'est ainsi, dès l'instant où Samuel décide d'aider Chehreh, que l'on comprend qu'il fera tout pour la sortir de ce mauvais pas. Plus encore, lorsque la dure montée au travers de la forêt s'impose, pour éviter les chemins trop peu sûrs, Samuel donne ses gants à Chehreh, lui signifiant que sa vie, à elle, vaut autant, sinon plus, que la sienne, à lui. Là commence la construction d'une relation de confiance qui va prendre forme peu à peu, simple et sincère, d'une puissance infinie, d'une pureté cristalline. Incarnation du bien et de la vertu ? Ils ne peuvent donc que triompher, comme l'illustre la plus belle image du film, l'équipage incertain des deux héros, soudés l'une à l'autre, tel un unique être informe, avançant d'un seul pas, lent et difficile, au travers d'une époustouflante étendue de neige profonde.

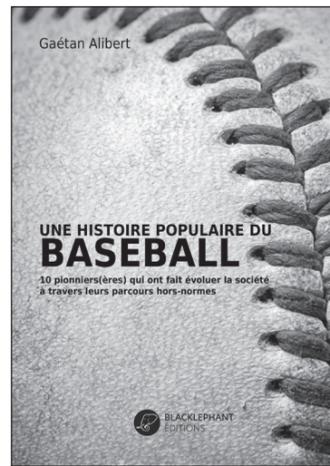
Claude Moro

## Essai

# Une histoire populaire du baseball, de Gaétan Alibert

Éditions Balcklephant, 2022, 340 pages, 16,90 euros.

« Le sport n'est pas politique ». Que n'a-t-on entendu cette formule toute faite et bien-pensante, jusqu'à récemment dans la bouche d'Emmanuel Macron refusant toute critique de fond de la Coupe du Monde au Qatar et de ses multiples scandales. Le web journaliste sportif Gaétan Alibert démonte en règle cette hypocrisie, en remontant l'histoire politique et sociale de ce sport si méconnu en Europe, le baseball. Son influence de masse est incontestable non seulement aux États-Unis, où il est considéré depuis 150 ans comme le « National Pastime », mais aussi dans toute l'Amérique centrale, aux Caraïbes, au Japon, à Taiwan et en Corée. Le baseball est donc le deuxième sport le plus pratiqué et suivi au monde.



pour s'imposer dans le monde sexiste d'un sport de masse, populaire, mais vu avant tout comme un bastion masculin. Nous est ainsi contée l'histoire longtemps oubliée, mais désormais retracée au cinéma et à la télévision de la All-American Girls Professional Baseball League (AAGPBL), le premier championnat professionnel féminin de baseball, qui entre 1943 et 1954, permit à des centaines de femmes de la classe ouvrière de s'émanciper partiellement de l'usine et du foyer en vivant de leur sport. Avant d'être brutalement mises de côté pour de basses raisons financières et patriarcales.

Le livre est passionnant, très bien écrit, et aborde de front et sans concessions marchandisation du sport, racisme, patriarcat, inclusion des LGBT, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> vague du féminisme.

À voir pour compléter :

– *Une équipe hors du commun* (*A League of Their Own*), film de Penny Marschall, de 1992, sur la AAGPBL, avec Geena Davies, Madonna et Tom Hanks.

– La série du même nom parue en 2022 sur Amazon Video, abordant plus frontalement (changement d'époque oblige) féminisme et droits des LGBT.

Y.S.

## Livre

# Ras le bol, de Bernard Cardon

Super Loto Éditions/Les Requins Marteaux, 2022, 256 pages, 39 euros.

Ce livre est un recueil de planches du dessinateur Cardon. Pas de tous ses dessins, ce ne serait pas possible tant il y a des années qu'il pratique, depuis les années 1960. Cardon a dessiné dans de nombreuses revues et journaux, notamment *Hara-Kiri*, *Charlie Hebdo*, *l'Enragé*, *l'Écho des savanes...* et *le Canard enchaîné*, bien sûr, pendant plus de quarante ans. Il a pu y côtoyer les dessinateurs « historiques » de toute cette époque, les Cabu, Gêbê, Siné, Wolinski et d'autres... Mais cette compilation s'intéresse

seulement à la période 1970-1976, dévoilant environ 200 dessins qui sont parus dans deux journaux, *Politique Hebdo* (1970) et *l'Humanité Dimanche* (1970-1976). Cardon, c'est un style en noir et blanc, c'est dépouillé et sobre, sombre surtout. Avec des grands espaces vides et des êtres humains qui semblent s'y noyer ou s'y perdre, si peu vivants, aux visages simplifiés, à la fois neutres mais si expressifs. Cela donne une ambiance pas drôle, plutôt inquiétante, avec une dose de pessimisme sur l'humanité. En fait, et c'est logique, le style est lié au fond

politique, à une vision très critique du monde.

### Le capitalisme sous Pompidou et Giscard

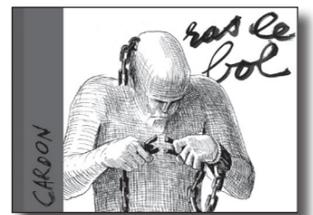
À partir de l'actualité politique et économique, de la fin du gaullisme jusqu'aux présidences Pompidou puis Giscard, Cardon dénonce le capitalisme. Ses travers, ses aberrations, ses injustices, ses crimes. De nombreux thèmes sont abordés : sociaux comme l'aliénation, l'exploitation, les accidents du travail, les patrons, les chaînes de l'esclavage, la pauvreté ; la gentrification, la défense de l'environnement (déjà !) avec

la pollution, la bétonisation, le tout-voiture et les autoroutes ; le racisme, la répression, les dictatures, l'armée, la guerre, la religion...

Partout, et tout le temps, il est question de la dénonciation du système de domination de la classe possédante. Il y a l'oppression, le formatage, l'enfermement ou le cloisonnement des gens, des peuples. À regarder tous ses dessins, on se dit que Cardon en a plus que « ras le bol » de cette société. Le livre composé de 7 chapitres (un par année) est présenté par Lucie Servin, journaliste à *l'Humanité*. Elle écrit dans son introduction : « Dans chaque trait de Cardon, on peut ressentir la tension des poings serrés qui exulte des griffures de sa plume, diffuse et pénétrante. Ni coup de sang ni

crise de nerfs, la colère agit comme une lame de fond puissante, elle porte en elle le cri de l'ange, la révolte des éternels perdants, la rage de celui qui cherche à percer la vérité dans la lumière, à échapper à l'horizon du désert. » Le livre est cher malheureusement, mais c'est relatif. Cela rappelle surtout que nos revenus sont bien trop bas et que la spéculation sur le prix du papier est un bout du scandale du capitalisme.

Philippe Poutou



# SANTÉ MENTALE « Le gouvernement pousse ses projets toujours plus loin dans la destruction de la psychiatrie publique »

**Entretien.** Un an et demi après les Assises de la psychiatrie, présentées à l'époque par E. Macron comme un « moment historique », où en est aujourd'hui la psychiatrie ? L'Anticapitaliste a rencontré **Delphine Glachant**, psychiatre de service public, présidente de l'Union syndicale de la psychiatrie (USP), syndicat de psychiatres du public et du privé dont la priorité est de défendre une certaine psychiatrie, respectueuse des droits des patients et de leur émancipation.

L'Anticapitaliste t'avait interviewée en octobre 2020 à l'occasion du 35<sup>e</sup> congrès de l'USP dont tu es la présidente. Tu décrirais alors une « psychiatrie abandonnée », « une psychiatrie publique sacrifiée », la remise en cause de soins psychiques relevant d'une éthique humaniste, respectueuse des personnes soignées. Dans quel sens ont évolué les choses au cours de ces deux dernières années ?

Les orientations fléchées par les pouvoirs publics sont encore plus déshumanisantes. Lors des Assises de la santé mentale et de la psychiatrie en septembre 2021, le président Macron a prôné les innovations et notamment la « e-santé ». Depuis deux ans, les plateformes d'orientation et de soins psychiques se sont multipliées. Les interfaces informatiques sont parfois les seules modalités d'échanges. Des algorithmes peuvent simuler des interlocuteurs ! À l'image du monde tant aimé par le président, des start-up ont fleuri pour proposer cette offre de « soins ».

Parallèlement, le dispositif MonPsy, qui permet le remboursement par la Sécurité sociale de 8 séances auprès d'un psychologue privé, sur prescription médicale, s'est généralisé. Comment peut-on prétendre à des soins psychothérapeutiques en si peu de séances ? C'est juste un pansement sur une jambe de bois. Ce temps court correspond parfaitement à ce qui se fait de plus en plus : une approche thérapeutique axée sur le symptôme et une rééducation, ou une remédiation cognitive, pour le faire disparaître, ceci en quelques séances. Le temps de la rencontre et de l'élaboration, souvent long, en individuel ou en équipe, a été amputé. Avec tout cela, le privé gagne du terrain, donc les inégalités d'accès aux soins se creusent. Nous sommes très loin de l'accueil dans les structures de soins de la psychiatrie de secteur.

En pédopsychiatrie, il y a eu quelques moyens supplémentaires accordés mais si peu ! Non seulement les services sont à l'os, et il est très difficile de poursuivre un travail d'équipe pluridisciplinaire, mais en plus les enfants et les adolescents vont très mal depuis le début de la crise du Covid-19. Il faudrait donc vraiment beaucoup plus de moyens humains. Sans compter que le secteur médico-social est la cible d'une destruction massive ces dernières années et les services sociaux de protection de l'enfance ne tiennent plus debout. La situation est dramatique pour les enfants. L'USP va d'ailleurs consacrer son congrès annuel en mars 2023 à Besançon à ce vaste sujet : « Attention : les enfants... ».

Face à cette situation, les mobilisations, même si elles existent, ne sont pas à la hauteur de l'attaque.



La journée du 29 novembre dernier a eu un certain retentissement médiatique, mais la grève et les manifestations n'ont rencontré qu'un succès très relatif. Quelles en sont les raisons ?

Les professionnels sont plus que las. Ils et elles sont épuisés, beaucoup sont au bord du burn out et n'ont plus la force de se révolter. Beaucoup sont aussi très découragés par la surdité du gouvernement à nos cris d'alarme. Tel un bulldozer que rien n'arrête, le gouvernement pousse ses projets toujours plus loin dans la destruction de la psychiatrie publique. Il y a à mon avis une perte d'espoir d'un changement. Certains s'évadent de cette situation en se recentrant sur l'activité clinique, dans le colloque singulier avec le patient, seule source de satisfaction. D'autres fuient pour travailler dans le privé. Le collectif est devenu difficile à faire vivre. Le travail d'équipe a été très attaqué ces dernières années par le New Public Management, c'est-à-dire par une verticalité accrue d'une hiérarchie administrative maltraitante.

Les professionnels sont plus que las. Ils sont épuisés, beaucoup sont au bord du burn out et n'ont plus la force de se révolter

Il me semble que nous traversons aussi une crise sociale et politique dans laquelle chacun se replie sur soi et ainsi se protège des difficultés extérieures.

Par ailleurs, la mobilisation du 29 novembre était à l'initiative des syndicats de psychiatres. L'USP a souhaité y associer l'ensemble des personnels travaillant en psychiatrie mais l'appel n'étant pas univoque, cela n'a pas facilité la mobilisation de tous. La défiance de bon nombre de personnels vis-à-vis des psychiatres existe bel et bien, à juste titre sans doute. On le sait, il y a eu des psychiatres pour participer au naufrage actuel de la psychiatrie.

Quelles sont aujourd'hui pour l'USP les perspectives ?

Nous ne cesserons de marteler que la politique de secteur est la seule organisation des soins qui garantisse un accès pour tous aux soins psychiques. Elle permet continuité et proximité des soins, deux principes essentiels pour soigner en psychiatrie. Elle permet à chacun, si elle est bien pensée, de s'émanciper et de retrouver une citoyenneté. Malheureusement cette psychiatrie de secteur, dont les bases ont été établies en 1960, n'a plus été que peu appliquée depuis le milieu des années 1980. Actuellement, devant les manques criants de personnels médicaux et infirmiers, nous demandons à ce que des milliers de psychologues soient embauchés dans le public, aussi

bien en ambulatoire qu'en hospitalisation. Pour cela il faut revaloriser les salaires, ce qui permettra aussi de faire revenir infirmiers, psychomotriciens, orthophonistes... Et la psychiatrie générale doit rester le pilier de l'organisation des soins. Il faut arrêter les surspécialisations, qui excluent des patients et cloisonnent. Nous demandons aussi à ce que les formations soient revues, initiales et continues. Elles sont trop pauvres et bien souvent favorisent une seule approche théorique alors que le pluralisme doit être de mise.

Nous avons rendez-vous, avec les trois autres syndicats de psychiatres publics, avec le ministre de la Santé, François Braun, le 23 janvier. Nous comptons développer ce positionnement.

Nous faisons également partie de l'Interorganisations de la santé. Une mobilisation générale pour le service public de santé se prépare.

Par ailleurs, l'USP travaille avec le collectif Le Printemps de la psychiatrie<sup>2</sup>. Nous continuons un travail de liaison avec les différents collectifs, nombreux, qui expriment chacun la colère et l'indignation des professionnels. Il n'y a qu'en s'alliant que nous arriverons à faire évoluer les choses. Malheureusement, nous savons le gouvernement peu sensible à nos arguments mais nous ne lâcherons pas.

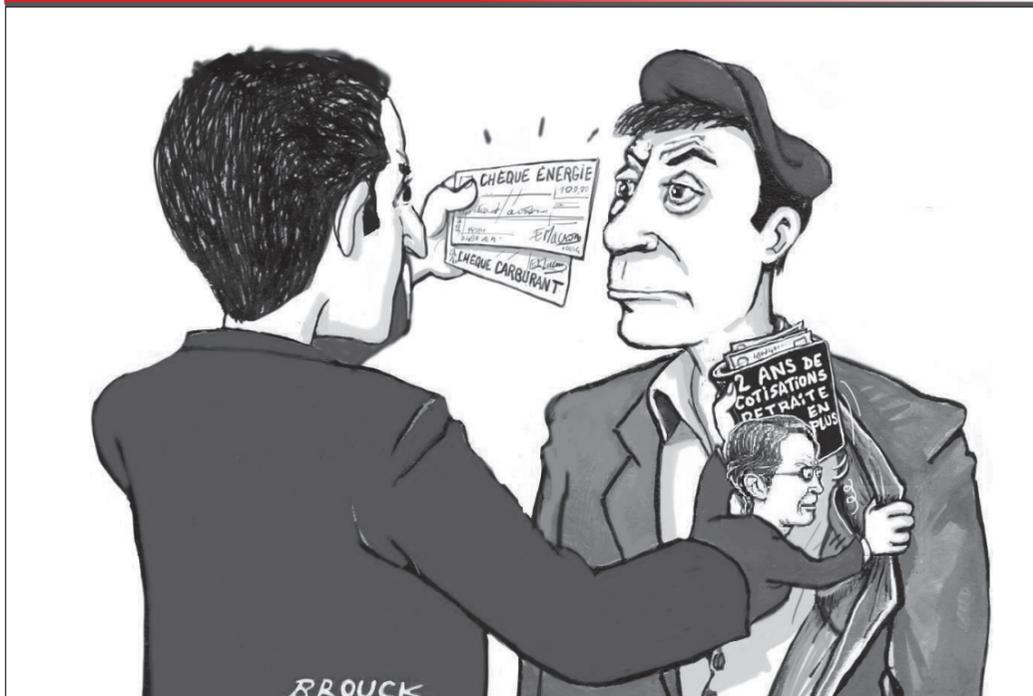
Propos recueillis par J.C. Laumonier

1 - <https://www.uspsy.fr/>

2 - <https://printempsdelapsychiatrie.org/a-propos/>

La politique de secteur est la seule organisation des soins qui garantisse un accès pour tous aux soins psychiques

## L'image de la semaine



La situation est dramatique pour les enfants

## Vu ailleurs

### RICHES ET PAUVRES SÉPARÉS DANS DES QUARTIERS HOMOGENES : UN PHÉNOMÈNE CROISSANT.

Le creusement des inégalités est une réalité qui se lit de plus en plus dans l'espace, à commencer par celui des villes. « Entre 2014 et 2019, les disparités spatiales selon le revenu augmentent dans une grande majorité de villes », observe ainsi une étude de l'Institut national de la statistique (Insee), publiée le 11 janvier.

Pour arriver à ce constat, les chercheurs Mathilde Gerardin et Julien Pramil ont classé les habitants d'une cinquantaine d'agglomérations en fonction de leur catégorie de revenus (des 20 % les plus riches aux 20 % les plus pauvres), puis regardé la répartition de ces catégories dans les différents quartiers.

Sans surprise, cette ségrégation spatiale des classes sociales est d'autant plus forte que les écarts de revenus le sont. « Les inégalités sont en moyenne 1,3 fois moins élevées dans les villes les plus homogènes », note l'Insee. C'est le cas, par exemple, à Marseille, où les habitants des quartiers nord et du centre ont un revenu médian 20 % inférieur à celui des autres résidents de la ville. [...]

Les plus touchés par la ségrégation spatiale sont ceux qui se trouvent aux deux extrémités du spectre, les 20 % les plus riches d'un côté, et les 20 % les plus pauvres de l'autre. [...]

Les plus pauvres vivent également dans des zones plus denses. Les endroits où vivent les 40 % les plus pauvres représentent en moyenne moins d'un quart de la superficie des villes quand les 40 % les plus aisés en occupent la moitié.

Au niveau spatial, la part des quartiers non mixtes occupés par les plus riches et les plus pauvres a augmenté durant la période : 2,1 points de plus pour ceux où sont surreprésentés les habitants appartenant aux 40 % les plus aisés et 1,2 point pour ceux où résident plus des 40 % les plus modestes.

« À l'inverse, la part des quartiers où l'on retrouve à parts égales tous les cinquièmes de revenus a diminué de 2,8 points », notent les chercheurs. C'est donc bien la baisse de la mixité qui explique la ségrégation accrue, et pas la hausse de la population des quartiers déjà non mixtes.

Camille Bauer, « Dans les villes, riches et pauvres de plus en plus séparés montre l'Insee », *L'Humanité*, 16 janvier 2023

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

**12€ = 3 MOIS D'HEBDO**  
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 35 € <input type="checkbox"/> 70 €	6 mois <input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 25 € <input type="checkbox"/> 50 €	6 mois <input type="checkbox"/> 20 € <input type="checkbox"/> 40 €
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 60 € <input type="checkbox"/> 120 €	6 mois <input type="checkbox"/> 45 € <input type="checkbox"/> 90 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert <input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 12 €

ÉTRANGER  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Tarif jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	Hebdo <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre
Mensuel <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 30 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

Désignation du compte à débiter  
IBAN : .....  
BIC : .....

Mandat de prélèvement SEPA  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR43ZZZ54755

Date : ..... Signature obligatoire

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)